

ARMÉES D'AUJOURD'HUI



DOSSIER

MISSION PHOTOS

ARMÉES [•]D'AUJOURD'HUI



Jean-Yves Le Drian
Ministre de la Défense

Réussir ensemble notre défense

Au terme d'une année de travaux, pour lesquels j'ai rassemblé les chefs militaires et les responsables de notre ministère, cette rentrée 2013 voit le lancement des grands chantiers de la Défense. Après la parution du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, c'est le projet de loi de programmation militaire et le projet de loi de finances 2014 – première annuité de cette programmation – qui vont être présentés au Parlement.

Dans un contexte de forte contrainte budgétaire, le président de la République a fait le double choix de notre autonomie stratégique et de notre souveraineté budgétaire, car l'une ne va pas sans l'autre. Le Livre blanc de 2013 a résolu cette équation. Il l'a fait en n'éluant aucune menace. Nous aurions pu faire des économies faciles, en fermant les yeux sur tout un pan de notre environnement stratégique. Mais ce n'était pas notre conception du travail de préparation de l'avenir que nous devons mener au profit des armées. Au contraire, nous nous sommes tenus à un principe de sincérité dans la description des menaces, comme dans la définition des moyens pour y faire face.

Le président de la République a pris la décision de sanctuariser notre effort de défense, marquant ainsi une vraie priorité. Avec le nouveau modèle d'armées et ce niveau de ressources, nous maintenons la France au premier rang stratégique. Nous resterons l'un des rares pays dans le monde à pouvoir assurer simultanément les trois missions fondamentales que sont la protection du territoire et de la population, la dissuasion nucléaire, et l'intervention sur des théâtres extérieurs, pour des missions de gestion de crise ou de guerre, tout en nous appuyant sur une industrie particulièrement performante. Dans cette perspective, la préparation opérationnelle et les programmes industriels sont au cœur du projet de LPM, qui conforte ainsi notre autonomie stratégique.

Cette programmation prépare l'avenir en même temps qu'elle préserve l'essentiel. En cela, elle est équilibrée, ambitieuse et pragmatique à la fois. Mais elle n'en sera pas moins difficile et au contraire de m'en cacher, je serai sur ce point particulièrement vigilant.

En 2014, la Défense contribuera à l'effort national de redressement des comptes publics en réduisant ses effectifs de 7881 emplois. En lien avec ces déflations, je viens d'annoncer les unités qui fermeront au cours de cette année, et nous avons veillé à ajuster au mieux cette manœuvre délicate. Dans un ministère qui a déjà connu plusieurs déflations d'effectifs et plusieurs restructurations, ces nouvelles réductions ont un prix singulier. J'en prends toute la mesure. Au-delà des dispositifs d'accompagnement social et territorial que j'ai inscrits dans le projet de LPM, j'agirai selon ma méthode, fondée sur l'écoute, sur le dialogue avec les personnels mais aussi les élus, sur l'intelligence de situation qui fera toujours passer l'analyse fonctionnelle devant une logique purement arithmétique.

En recevant les CFM à l'Élysée, le 30 septembre dernier, le président de la République a rappelé la singularité du métier de soldat, liée au risque de perdre la vie et à l'éventualité de devoir donner la mort. Cette singularité appelle toute notre attention. Elle est inscrite en filigrane dans le projet de LPM. Elle est aussi au cœur du combat que j'ai mené pour porter la voix des militaires dans le débat sur les retraites, et je me félicite des résultats obtenus : les spécificités des militaires ont été reconnues, tandis qu'une iniquité sur leurs droits à pension, née de la loi de 2010, a été réparée.

Plus que jamais, je suis donc engagé pour faire réussir notre défense, aux côtés des hommes et des femmes qui la servent avec constance et dévouement.

J. Le Drian

ARMÉES [•]D'AUJOURD'HUI

3 Intervention du ministre

FORCES EN ACTION

6 Un challenge d'élite

10 Portrait : le vent en poupe

12 Les opérations en bref

ENJEUX

14 Asie-Pacifique : une zone d'intérêt(s) pour la France

MODERNISATION

16 SNCF : une nouvelle carte bientôt en circulation

FOCUS DEFENSE

18 L'A400M à Orléans

22 Afghanistan : le nouveau dispositif français

28 C2RBO : un outil de réinsertion

30 Les experts mènent l'enquête

34 Infographie : construire la Défense de 2020

36 Interview sur la réforme de l'École de guerre

38 Pau : si ville et militaire

40 Repères

DOSSIER

42 Opérations : regards de photographes

DÉTOURS CULTURE

60 Jean Lartéguy, le baroudeur

PERSPECTIVES

64 Histoire : Vésuve libère la Corse

KIOSQUE

PARLONS NUMÉRIQUE

ÉDITORIAL



R. CONNAN © DICOD

L'évolution des médias et l'accélération des échanges d'informations et d'idées obligent les acteurs de la Défense à se développer dans cette nouvelle direction des réseaux numériques. Il s'agit d'adapter les outils de communication aux besoins nouveaux du public. Le public spécialisé d'abord, en commençant par les personnels civils et militaires de la Défense ; et, plus largement, les couches de la société qui, avec la disparition du service militaire et la fermeture ou le déplacement de nombreux sites, ont vu se distendre le lien naturel de proximité avec leur armée.

Les publications papier comme *Armées d'aujourd'hui*, *Terre information magazine*, *Cols bleus* et *Air actualités* sont plus importantes que jamais. Elles se déclinent désormais en version numérique et contribuent à enrichir le site Défense et ceux de chaque armée et service. Au-delà, chaque acteur innove et se développe dans les

nouveaux médias : la seule page Facebook « Parlons défense » est passée de 5 000 abonnés à l'été 2011 à 17 000 en août dernier. Les comptes Twitter se multiplient aussi et leur succès révèle qu'ils correspondent à un besoin : vous étiez 15 000 abonnés sur le compte défense en septembre 2011, vous voilà plus de 56 000 aujourd'hui.

Bien sûr, en innovant on peut se tromper, susciter des bugs lors des pics de connexions, créer une certaine confusion quand on ne sait pas qui s'exprime : sous la coordination de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense (Dicod), l'ensemble des acteurs de

la communication apprend à parler numérique, et c'est une aventure stimulante pour tous, vous aussi. *Armées d'aujourd'hui* sera désormais orienté numérique, comme la plupart de nos outils. Un beau défi à relever ensemble !

Pierre Bayle, directeur de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense



Defense.gouv
ParlonsDefense



@Defense_gouv



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. **Directeur de la publication** : Pierre Bayle. **Chef du département rédactions** : lieutenant-colonel (air) Antoine Plantard. **Rédacteur en chef** : lieutenant-colonel (terre) Philippe Dupas. **Rédacteur en chef adjoint** : commandant (terre) Xave Gaspard (01 44 42 48 01). **Directrice artistique** : Micheline Jérôme (Key Graphic). **Secrétaire générale de rédaction** : Sybille Prenel. **Secrétaires de rédaction** : Yves Le Guludec, Patrice Mayon (Key Graphic). **Chef des reportages** : adjudant (air) Lionel Gioda (53 52). **Rédaction** : Carine Bobbera (48 07), capitaine (terre) Flora Cantin (33 18), enseigne de vaisseau Grégoire Chaumeil, Paul Hessenbruch (55 05), Éléonore Krempff (44 85), lieutenant de vaisseau (marine) Sandra Lewinski (40 04), Samantha Lille (47 27), capitaine (air) Laetitia Perier (45 83), Loïc Picard (44 53), aspirant (marine) Margaux Thuriot. **Prestations extérieures** : Jean-Claude Jaeger, lieutenant-colonel Édouard Ebel. **Service photo** : Jean-Jacques Chatard (46 98), sergent (air) Rémi Connan. **Service icône** : Christophe Deyres (48 35), Carole Vennin (45 09). **Chef de fabrication** : Thierry Lepsch : 01 44 42 32 42. **Photogravure** : Key Graphic. **Impression** : Groupe Maury Imprimeur. **Routage** : EDIACA. **Dépôt légal** : février 2003. Dicod - École militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris. **N° ISSN** : 0338 - 3520. **Abonnement payant (ECPAD)** : 01 49 60 52 44. routage-abonnement@ecpad.fr. **Diffusion - abonnement gratuit** : sergent-chef (air) Céline Butaud : 01 44 42 40 07. celine.butaud@dicod.defense.gouv.fr. **Contact publicité (ECPAD)** : Christelle Touzet : 01 49 60 58 56/regie-publicitaire@ecpad.fr. **Couverture** : photographe militaire en Afghanistan - © 13^e BCA

Un challenge d'élite

Une centaine de fantassins issus de quinze régiments se sont retrouvés en juin dans le Larzac pour le premier challenge Tireurs d'élite longue distance. Au programme de ces trois jours, des ateliers – courses d'orientation, infiltrations, tirs de jour comme de nuit... – qui ont permis d'évaluer les performances des dix-sept groupes, mais aussi de tirer des enseignements en termes d'évolution de matériel et de mise en condition opérationnelle.

Dans la ligne de mire
d'un tireur d'élite.





« Les tireurs d'élite sont des locomotives. Quand leur niveau s'améliore, tous les fantassins progressent. »

Ci-dessus : une fois leur infiltration réussie, tireur de précision, spotteur et chef de groupe ont 45 secondes pour se mettre en place. Leur objectif : neutraliser plusieurs cibles situées entre 600 et 1 800 mètres.

Ci-contre : le spotteur, grâce à une petite station météo, mesure la vitesse du vent, la température et l'hygrométrie afin de les communiquer au tireur pour qu'il règle son tir.

Ci-dessous : exercice d'infiltration pour ce fantassin en tenue de camouflage Ghillie.

En bas à droite : chaque atelier présente des conditions de tir spécifiques. Ici, le tireur doit atteindre une cible située en contrebas, à 1 kilomètre de distance.





Dans le ciel du Larzac, les vautours fauves tournoient. Planant parfois à plus de 300 mètres de haut, ces grands rapaces scrutent la terre à l'affût du moindre rongeur.

Au sol, tapis dans les hautes herbes, d'autres prédateurs guettent. Vêtus de Ghillie, entièrement camouflés, des tireurs d'élite opèrent sur le camp du Centre d'entraînement de l'infanterie au tir opérationnel (Ceito).

« *Le vent souffle à 4 m/s, sur la droite* », annonce un spotteur, l'expert des conditions de tir. Sur sa gauche, allongé et immobile, le tireur d'élite longue distance a l'œil vissé à la lunette de son PGM, un fusil de calibre 12,7 mm, le plus gros employé par l'infanterie française. Les conditions de tir sont complexes. Outre la vitesse du vent sur le pas de tir, il faut aussi déterminer celle sur la cible qui se trouve en léger contrebas, à 1 800 mètres. « *P4 à gauche du talus, feu!* », lance le chef de groupe. Dans un bruit assourdissant, la balle est propulsée du canon du PGM. Trois secondes lui suffisent pour parcourir la distance. Après contrôle du spotteur, le verdict tombe : « *But* ». La cible représentant le véhicule a été touchée. L'objectif rempli, le groupe de tireurs d'élite du 13^e bataillon de chasseurs alpins (13^e BCA) se remet debout et poursuit son chemin.

Compétition entre régiments

En tout, dix-sept groupes de tireurs d'élite, issus de quinze régiments d'infanterie, se sont donné rendez-vous pour participer au challenge Tireurs d'élite longue distance (Teld) organisé par l'École de l'infanterie. « *C'est l'occasion de mettre en situation plus d'une centaine de fantassins et d'évaluer leurs performances. Nous pourrions tirer de ce challenge des enseignements en termes d'évolution de matériel, d'employabilité des hommes et surtout de mise en condition opérationnelle pour cette spécialité* », explique le lieutenant-colonel François Mariotti, directeur adjoint des études et de la prospective de l'école. Si le challenge revêt un caractère compétitif pour les différents régiments, il leur permet surtout d'évoluer dans un cadre semi-tactique et de se focaliser sur leur fonction intrinsèque. « *Il est assez rare que l'on puisse bénéficier d'autant de temps et de moyens pour s'entraîner aux tirs de précision dans le régiment* », note le 1^{er} classe Éric Contat, du 13^e BCA. Au programme de ces trois jours : courses d'orientation, marches commandos, infiltrations, tirs de nuit comme de jour à différentes portées. Chaque matin, le rituel est le même pour tous : passage par l'armurerie pour percevoir l'armement indispen-

sable à la mission. PGM pour les tireurs d'élite ; fusil à répétition FRF2 de calibre 7,62 mm pour les tireurs de précision et pistolet automatique pour tous. À 8h30, les activités débutent et les groupes sont répartis dans les ateliers, dispersés à travers le vaste camp du Larzac propice aux infiltrations et aux tirs à longue distance. Au sein de chacun d'eux, des instructeurs du Ceito et de la section tir de l'École de l'infanterie veillent à la régularité des tirs et comptabilisent les points. « *Le barème dépend de la précision du tir, mais aussi du temps et de la clarté des ordres dispensés par le chef de groupe, qui place ses hommes et qui ordonne le feu* », explique l'adjudant-chef Patrick Hallier.

L'un des ateliers, le KIM (*keep in memory*), fait même appel aux qualités de mémorisation et d'identification des tireurs d'élite longue distance. Placés dans une pièce noire, ils ont 30 secondes, le laps de temps d'éclairage prévu, pour fixer la place d'une vingtaine d'objets sur une table. Ils doivent ensuite retranscrire sur papier ce qu'ils ont observé.

Quant aux chefs de groupe, ils sont aussi notés sur un atelier de simulation de tir de mortier. « *Cela fait partie de la mission des groupes de tireurs d'élite qui doivent prendre du renseignement et être capables de calculer les éléments de réglage de tir pour les transmettre aux lignes arrières* », souligne le capitaine Yvonnick Daniel, instructeur du Ceito. Chaque soir, instructeurs et chefs de détachement se retrouvent dans la salle de direction afin de faire le point, tant sur les scores et le classement que sur les difficultés rencontrées par les participants, les éventuelles blessures ou les problèmes de matériel.

2013 : année des tireurs d'élite

Le dernier jour, rendant visite aux participants, le général Hervé Wattecamps, commandant l'École de l'infanterie et les écoles militaires de Draguignan, a déclaré : « *J'ai décrété 2013 comme l'année des tireurs d'élite. L'engagement des groupes de tireurs d'élite en Afghanistan ou au Mali a démontré la pertinence de cette fonction. Nous devons mieux prendre en compte les spécificités de ce métier et les besoins en entraînement que cela implique. Les tireurs d'élite sont des locomotives. Quand leur niveau s'améliore, ce sont tous les fantassins qui progressent* ». Pour ce premier challenge, le groupe du 126^e régiment d'infanterie a eu l'honneur d'inscrire son nom en haut du palmarès. Le rendez-vous sera reconduit l'année prochaine avec pour ambition d'étendre la liste des participants éventuellement à une armée étrangère ou à certaines forces spéciales. ■

Le vent en poupe

À 27 ans, Mathilde Géron, matelot au sein de l'équipe de France militaire de voile, affiche son ambition de remporter les JO de Rio en dériveur 470. Un objectif réalisable grâce à son statut de sportive de haut niveau.

Déterminée et compétitrice. Deux termes qui résument parfaitement la personnalité haute en couleurs de Mathilde Géron, championne de voile, équipière sur 470, « quat'sept » pour les amateurs, un petit dériveur olympique, sans quille, manœuvré par un barreur et un équipier. Affectée depuis 2011 comme matelot de la flotte au sein de l'équipe de France militaire de voile (EFMV) à l'École navale, à Lanvéoc, cette jeune bretonne de 27 ans affiche sa rage de gagner.

Celle qui fut vice-championne de France à 9 ans sur Optimist n'a qu'une idée en tête : gagner les Jeux olympiques de Rio en 2016. « Si je passe l'or autour du cou, j'aurai l'impression d'être allée au bout de quelque chose, d'avoir réussi. Je possède l'esprit de compétition et, même si je pratiquais un autre sport, je ferais tout pour décrocher une médaille et faire partie de la cour des grands ! » Le challenge est de taille, mais Mathilde et son équipière, Camille Lecointre, avec qui elle s'entraîne depuis cinq ans et qui est également affectée à l'École navale, sont plutôt bien parties. Le duo s'est déjà imposé à plusieurs reprises face aux meilleurs équipages internationaux de la discipline. Les vice-championnes du monde 2012, arrivées 4^e aux Jeux olympiques de Londres, affichent un beau palmarès 2013 : championnes d'Europe, médailles d'or des Jeux méditerranéens et 2^e de la *Sailing World Cup* d'Hyères.

Des victoires qui impliquent un emploi du temps bien rempli d'athlète de haut niveau, difficilement compatible avec un emploi dans la vie civile. Avant d'intégrer la Marine nationale, Mathilde était officier polyvalent pont et machine pour

le transporteur et tour-opérateur *Brittany Ferries*. « J'occupe actuellement un des postes alloués par la Marine nationale aux sportifs de haut niveau. Sans cette opportunité, je n'aurais tout simplement pas pu pratiquer la voile à ce niveau-là ! »

Chaque jour, la championne enchaîne préparation physique, navigation, débriefing vidéo avec le coach, mais gère aussi le rangement et la préparation du matériel, les déplacements ou la recherche de sponsors. « La difficulté réside dans la multiplicité des tâches à effectuer. Au-delà du sport, Camille et moi faisons quasiment tout nous-mêmes. Contrairement à d'autres sportifs, nous ne possédons pas d'agent pour nous soutenir sur tous ces points ! On ne se rend peut-être pas compte,

Sportive, mais également militaire, Mathilde s'est rendue, de janvier à avril, en opération extérieure à bord de l'avis LV *Le Hénaff*. Ces quatre mois de navigation effective lui permettront de conserver son habilitation pour la marine marchande. « J'ai pu appréhender la vie à bord d'un navire de guerre, me familiariser avec les grades et les nombreux acronymes ! » Employée en tant que chef de quart, elle a d'abord dû faire profil bas : « Une femme de 27 ans, matelot, et de surcroît sportive de haut niveau, sur un patrouilleur de la Marine nationale non féminisé, ça ne passe pas inaperçu ! Mathilde a ainsi participé à l'opération Serval et a poursuivi avec Corymbe, dans le golfe de Guinée. « J'ai découvert le monde de l'opérationnel. Nous avons escorté

« Si je passe l'or autour du cou, j'aurai l'impression d'être allée au bout de quelque chose, d'avoir réussi. »

mais l'année précédant les JO nécessite de consacrer 250 jours à l'entraînement et à la compétition ! »

Membres de l'équipe de France de voile olympique, les deux championnes s'entraînent au quotidien au Pôle France de Brest. Elles mettent également leurs compétences et leur notoriété au service de l'École navale. « Mathilde et Camille représentent un vrai faire-valoir pour nous, notamment lors d'événements importants comme le Grand Prix de l'École navale, témoigne le capitaine de corvette Christophe Le Guen, directeur de l'EFMV. En tant que moniteurs de voile, elles donnent aussi des cours d'initiation aux jeunes élèves. »

jusqu'à Dakar le bâtiment de projection et de commandement Dixmude. À l'arrivée, j'ai été impressionnée par l'efficacité de l'équipage aux postes de combat. C'est totalement différent de la marine marchande ! Quatre-vingt-quatorze personnes à bord de ce type de navire, cela me paraissait beaucoup, mais au cours de cette mission, j'ai compris que chaque homme possédait vraiment un rôle bien particulier. »

Classé 4^e au championnat du monde de La Rochelle, début août, l'équipage français se donne encore une petite année pour peaufiner sa technique et atteindre son objectif ultime : conquérir l'or en barrant...

Éléonore Krempff



Mathilde, ici sur un J80 de l'École navale, initie également les jeunes élèves de Lanvéoc à la voile.

SEPTEMBRE MALI SÉCURISATION ET CONTRÔLE



De juillet à fin septembre, les forces françaises engagées au Mali dans le cadre de la force Serval ont poursuivi leur mission de sécurisation et de contrôle dans le nord du pays. Durant l'été, elles ont notamment participé

à l'organisation logistique du scrutin en soutenant l'installation des bureaux de vote et en contribuant à leur sécurisation. Plusieurs accrochages ont été enregistrés ces dernières semaines. Le groupement interarmées

engagé dans l'opération Dragon, composé de 400 militaires français et de 150 soldats de la Minusma, a permis la découverte de plusieurs véhicules piégés, immédiatement neutralisés par les équipes EOD (*explosive ordnance disposal*). Ces interventions conjointes entre militaires français et africains permettent d'affaiblir encore le potentiel des groupes djihadistes et de démontrer la constance dans l'engagement des forces. Fin septembre, 3200 soldats français étaient encore présents sur le sol malien.

JUILLET-AOÛT CÔTE-D'IVOIRE FORMATION DE SOLDATS LOCAUX

Durant l'été, les Français de la force Licorne, déployée dans le cadre de l'accompagnement de la réforme de l'armée ivoirienne, ont poursuivi leur mission de formation des troupes de ce pays africain au cours de stages et de détachements d'instruction opérationnelle. Au menu, instruction de tir au combat, maniement des armes, topographie, course d'orientation, ou encore, apprentissage technique de la gestion d'une armurerie.

Depuis le mois de janvier, près de 1 000 soldats ivoiriens ont bénéficié de ces instructions. En marge des périodes de formation, les militaires de Licorne interviennent ponctuellement au profit de missions de dépollution, de destruction de munitions ainsi que de protection des ressortissants français.



03/09 PAYS BALTES RELÈVE BELGE POUR BALTIC 2013



Le détachement aérien français déployé depuis fin avril aux pays Baltes dans le cadre de la 4^e participation française à l'opération Baltic a été relevé par un détachement belge. Sous mandat de l'Otan, 170 militaires français se sont relayés durant quatre mois sur la base aérienne de Šiauliai, dans le nord de la Lituanie,

pour effectuer une permanence opérationnelle de police du ciel et d'assistance dans les espaces aériens lituanien, letton et estonien. Une quinzaine de missions d'identification d'aéronefs ont été menées parmi plus de 500 vols de surveillance et d'exercice, totalisant ainsi près de 815 heures de vol.

15/09 FRANCE BILAN D'HÉPHAÏSTOS

Après trois mois de mobilisation, la mission Héphaïstos 2013 de lutte contre les feux de forêt dans le sud de la France s'est achevée. Le bilan affiché se révèle très positif puisque, en raison des conditions climatiques favorables, peu d'incendies majeurs sont à déplorer. Cette année, 600 hectares sont partis en fumée contre 2 500 en 2012.

Dans leurs missions de surveillance, d'appui et de lutte contre les feux, les 200 hommes du groupe interarmées, équipés d'une soixantaine de véhicules, se sont relayés jour et nuit, appuyés en permanence par un détachement hélicoptère de 3 hélicoptères, en complément des moyens mis en place par le ministère de l'Intérieur, en charge de la sécurité civile.

16/08 MALI 2000 HEURES DE VOL POUR L'HARFANG

Au cœur de l'été, le détachement de l'escadron de drones 1/33 Belfort, présent sur le théâtre malien depuis le 17 janvier, a franchi le cap symbolique des 2000 heures de vol. Le détachement Harfang contribue au recueil de renseignements grâce à ses capteurs et à son aptitude à durer sur zone. Ce drone a également mis en œuvre ses capacités de détection au profit des aéronefs de l'armée de l'Air et de la Marine nationale, leur permettant d'acquiescer, puis d'engager des cibles et de guider les bombes avec précision.

20/09 LIBAN RELÈVE DE LA FCR À BORD DU TONNERRE

Le bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Tonnerre* a appareillé en direction du Liban avec à son bord près de 600 militaires. Appartenant au régiment d'infanterie chars de marine et au 92^e régiment d'infanterie, ils sont désignés pour relever le mandat XIX de l'opération Daman et poursuivre la mission des forces françaises au Liban. Cette dernière s'inscrit au sein de la *Force Commander Reserve* (FCR) de la Finul. Ce détachement confère à la force internationale une



capacité de dissuasion, de réaction et de coercition. Souple et réactive, elle constitue une véritable force décisive au service de la paix au Sud-Liban.

La FCR entretient parallèlement une coopération étroite avec les forces armées libanaises, réalisant des patrouilles communes et des exercices conjoints.

04/09 TCHAD EXERCICE DE LARGAGE

Le 1^{er} régiment du train parachutiste, qui arme le détachement de transit aérien de la force Épervier, a effectué un exercice de livraison par air, capacité opérationnelle très technique. La manœuvre s'est déroulée sur la zone fortement ventée du Rocher des éléphants, au Tchad. Les militaires du 1^{er} RTP ont conditionné et embarqué 4 colis de 180 kilos dans un Hercules

avant de les larguer avec succès à 100 mètres d'altitude sur l'aire de mise à terre. Spécialiste de la livraison par air, le 1^{er} RTP facilite le ravitaillement des unités isolées ou éloignées. Les militaires de la force Épervier assurent deux missions permanentes : ils garantissent la sécurité des ressortissants français du Tchad et soutiennent les forces armées et de sécurité tchadiennes.



10/09 FRANCE ENTRAÎNEMENT D'ÉVACUATION



Un exercice d'évacuation de ressortissants a été organisé par le bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Dixmude* au large de la Corse. La mise en œuvre de cet entraînement a mobilisé les fonctions amphibie, aéromobilité, hospitalière et commandement du BPC. Plus de 200 personnes civiles ont ainsi embarqué à bord du *Dixmude*, via deux chalands de transport de

matériel et un engin de débarquement amphibie rapide. Pris en charge par l'équipage puis par les équipes médicales du BPC, les figurants ont ainsi découvert les nombreux métiers et spécialités qui composent la Marine. Cet exercice a permis la validation de la qualification de l'équipage dans le domaine de l'évacuation et contribué au développement du lien armées-nation.

**Benoît de Tréglodé,
chef du bureau Asie-Pacifique à la Délégation aux affaires stratégiques**

Asie-Pacifique : une zone d'intérêt(s) pour la France

En juin dernier, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, participait pour la deuxième fois au forum sur la sécurité en Asie, le Dialogue Shangri-La, à Singapour. Au mois d'août, Laurent Fabius se rendait en Indonésie et au Vietnam, réalisant ainsi la première visite officielle d'un ministre français des Affaires étrangères dans ces deux pays depuis près de vingt ans. La France opère-t-elle un rapprochement avec cette région du monde ? *Armées d'aujourd'hui* pose la question à Benoît de Tréglodé, chef du bureau Asie-Pacifique à la Délégation aux affaires stratégiques (DAS).

**Nos rapports avec l'Asie-Pacifique sont-ils en train de changer ?
Quels liens entretenons-nous avec cette zone géographique, en particulier dans le secteur de la défense ?**

La France affiche sa volonté de donner un nouvel élan à ses relations avec l'Asie, et, plus récemment, avec l'Asie du Sud-Est en particulier, notamment dans le domaine de la sécurité et de la défense. L'Asie s'est transformée, elle se décentre. Pendant dix ans, à cause du conflit en Afghanistan, ce continent était surtout synonyme de crises et considéré comme une zone susceptible de générer de l'instabilité, aussi bien pour nos intérêts locaux qu'en France. Aujourd'hui, la région est perçue différemment par nos administrations. Ce changement d'analyse nous conduit à envisager l'Asie comme une zone d'opportunité économique et à nous détacher de la logique sécuritaire.

Quelles sont ces opportunités ?

Dans la plupart des pays de la région, les sphères politiques et économiques sont très liées, et les grands dossiers, en particulier les sujets militaires, sont traités au plus haut niveau. Pour apporter son soutien aux industriels français et se positionner sur les marchés émergents, la Délégation aux affaires stratégiques

travaille conjointement avec le ministère des Affaires étrangères, la Direction générale de l'armement et l'État-Major des armées.

L'industrie de défense représente l'un des trois débouchés de la France avec le luxe et l'agroalimentaire. Mais, depuis dix ans, on assiste à l'explosion des relations interasiatiques. Ainsi, 80 % des parts de marché du continent sont récupérées par des Asiatiques, au détriment des entreprises européennes et américaines. Sachant que le budget de la défense chinoise est le deuxième plus élevé au monde derrière les États-Unis, et que celui de nombreux pays du Sud-Est asiatique a augmenté de 300 % en dix ans, il est important de se repositionner sur ces marchés. Environ 40 % de nos ventes d'armes et d'équipements militaires se font actuellement dans la région, mais la marge de progression reste forte.

tion des armées locales. Leurs appareils militaires étaient de toute façon largement obsolètes. Cette montée en puissance ne présente rien d'alarmant. Même si des affrontements frontaliers et des litiges historiques entre États existent, les nations et la communauté économique asiatiques ont toujours tenté, jusqu'à présent, de trouver des solutions amiables. Et malgré de régulières tensions sur le terrain, particulièrement en mer de Chine méridionale, la Chine n'est pas diabolisée par les élites politiques locales. Ceux-ci sont pragmatiques et leur forte interdépendance économique croissante va les conduire à des reconfigurations encore difficiles à imaginer aujourd'hui.

La modernisation accélérée de l'appareil militaire chinois comme les revendications de Pékin sur la mer de Chine du Sud sont avant tout une démonstration de force, une manière pour le régime de



Réunion de l'Asean Defence Ministers' Meeting-Plus le 29 août au Brunei. La France souhaiterait intégrer cette conférence élargie des ministres de la Défense de l'Asean qui rassemble 18 États.

Cette explosion des budgets défense est-elle le signe d'une course aux armements ?

De mon point de vue, actuellement, ce continent, notamment l'Asie du Sud-Est, ne représente pas directement une zone de menace. Ces pays sont en train de s'enrichir, de retrouver un orgueil national très fort, et le renouveau conséquent des nationalismes est un élément d'explication du renforcement et de la modernisa-

maintenir son contrôle sur une population en pleine mutation démographique et démocratique, fragilisée par l'enrichissement inégalitaire, la mondialisation et l'ouverture vers l'étranger. Pour ne pas trop diluer leur pouvoir, certains États instrumentalisent les problèmes avec l'étranger. La réorientation des efforts américains vers l'Asie-Pacifique peut contribuer à maîtriser ces tensions

Les quatre grandes zones asiatiques selon la Délégation aux affaires stratégiques



et faciliter une gestion pacifique des différends. Actuellement, la base militaire américaine de Darwin, dans le nord de l'Australie, est encore peu exploitée. Afin de contrebalancer la politique maritime de la Chine en Asie du Nord et du Sud-Est, les États-Unis se tournent vers leurs anciens alliés dans la région, les Philippines, l'Indonésie, la Thaïlande, le Japon, et envisagent entre autres un retour sur la base de Subic Bay, un port en eaux profondes situé au nord des Philippines, flanqué d'une base aérienne, abandonné en 1992.

Quels sont nos intérêts dans la région et quelle est l'importance de l'Asie du Sud-Est pour notre politique de défense ?

Nos coopérations militaires se multiplient et différentes entités gouvernementales participent tous les ans à des dialogues politico-sécuritaires, entraînant notamment des signatures d'accords de défense et de partenariats avec des pays comme la Malaisie, l'Indonésie, Singapour ou bientôt le Vietnam, quatre pays

membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), fondée en 1967 dans le but de promouvoir la coopération économique et politique entre les États de la zone.

La France a également une carte à jouer dans le domaine maritime. La piraterie, l'un des fléaux de cette zone pendant dix ans, semble aujourd'hui avoir été éradiquée grâce à l'accord de coopération régionale sur la lutte contre la piraterie et les vols à main armée contre les navires en Asie (ReCAAP, *Regional Cooperation Agreement on Combating Piracy and Armed Robbery against Ships in Asia*). Cette organisation est aujourd'hui en passe de devenir un instrument de dialogue interétatique semi-officiel sur des questions de sécurité maritime qui ne pourraient pas être abordées plus directement ailleurs. La France dispose d'un officier au sein du Centre de partage d'informations du dispositif, basé à Singapour. Elle se doit d'être présente dans cette structure pour participer aux débats dont

les enjeux seront au cœur de l'avenir de cette région.

La France songe également à intégrer, dans un avenir un peu plus éloigné, l'*Asean Defence Ministers' Meeting-Plus* (ADMM-Plus), la conférence élargie des ministres de la Défense de l'Asean. Depuis 2010, celle-ci réunit, en plus des dix pays membres de l'Asean, huit pays partenaires (Australie, Chine, États-Unis, Inde, Japon, Nouvelle-Zélande, Russie, République de Corée). Il existe toutefois un moratoire dans l'élargissement de cette structure. Notre objectif est pour le moment de réaffirmer une présence visible dans des instances de dialogue présentes sur le terrain. ReCAAP présenterait en effet l'avantage de faire entendre notre voix auprès de nos partenaires de l'Asean et de mettre à disposition notre expertise en matière de sécurité maritime. Un premier pas qui ne manquera pas d'être remarqué par nos partenaires asiatiques. ■

Propos recueillis par Éléonore Krempff

SNCF : une nouvelle carte bientôt en circulation

Exit le papier. D'ici fin 2014, les militaires disposeront d'une nouvelle carte de circulation munie d'une puce. Difficilement falsifiable, ce document permettra un meilleur contrôle et une simplification des procédures internes.

Depuis 1844, tout militaire bénéficie d'une réduction tarifaire de 75 % sur ses trajets ferroviaires en France. Chaque année, depuis 1949, le ministère de la Défense verse à la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) une indemnité. Elle est aujourd'hui de l'ordre de 180 millions d'euros pour compenser le tarif préférentiel accordé aux militaires porteurs d'une carte de circulation. Mais, au fil des ans, ces cartes de circulation au format papier sont devenues trop facilement falsifiables et inappropriées, avec un nombre trop important de cartes déclarées volées ou perdues chaque année. Aussi, depuis 2005, des projets d'études ont été menés en interne afin de les moderniser.

Mieux sécuriser la carte

En 2011, le cabinet du ministre de la Défense a donné mandat au Service du commissariat des armées pour procéder à ce changement. Objectif : sécuriser au maximum la carte tout en simplifiant les procédures de fabrication et de distribution. Dans ce cadre, la direction du projet est confiée au Service spécialisé de la logistique et du transport (SSLT), en charge de conduire tous les chantiers nécessaires.

Des discussions ont lieu avec l'Imprimerie nationale et la SNCF pour élaborer les dispositions techniques de ce

projet. Le principe d'un format carte de crédit intégrant une puce est retenu, car il offre des possibilités de développement futur.

Parallèlement, les spécifications fonctionnelles sont délivrées au Centre de développement des applications de la Défense-Rambouillet pour développer un logiciel connecté avec les six systèmes d'information de ressources humaines des armées et ser-

de celle en papier, pourra être désactivée en cas de perte, de vol ou de dégradation et le sera automatiquement à la cessation du droit de l'intéressé.

« Nous transmettrons à la SNCF la liste des cartes invalides afin que les contrôleurs les exploitent à bord des trains avec leur lecteur de cartes », ajoute le commissaire colonel François Pichon. Outre un meilleur contrôle de son utilisation, la nouvelle carte



Entre fin 2013 et fin 2014, 340 000 cartes de circulation seront distribuées.

vices. Il s'agit de générer la création et le renouvellement automatiques des cartes en fonction de la situation du personnel (catégorie de grade, durée du contrat, statut, etc.). « Avec cette carte, tout le système est simplifié et mieux contrôlé », explique le commissaire colonel des armées François Pichon, chef de l'équipe fonctionnelle au SSLT. Cette carte à puce, difficilement falsifiable, à la différence

permettra de simplifier toutes les procédures internes en automatisant certaines tâches anciennement dévolues au personnel des armées.

En tout, 340 000 cartes doivent être produites et distribuées d'ici la fin de l'année 2014. La distribution commencera fin 2013 pour les militaires de la gendarmerie nationale et se poursuivra avec ceux du ministère de la Défense. En pratique, rien ne changera

pour le titulaire de la carte. Seul impératif : les données personnelles doivent être bien renseignées et chaque dossier doit comporter une photo d'identité qui figurera sur la carte. Lors de son voyage, le titulaire devra la présenter aux contrôleurs dans le train.

Opérationnelle à réception

« Nous nous appuyons sur le réseau des responsables de carte de circulation sécurisée, présents notamment dans les groupements de soutien des bases de défense destinataires de la livraison des nouvelles cartes après leur fabrication. Ils devront ensuite prendre contact avec les correspondants implantés dans les régiments ou les unités. Ces derniers remettront, en échange de l'ancienne carte de circulation, la nouvelle à puce qui sera opérationnelle dès réception par l'intéressé », précise le commissaire colonel.

Enfin, la carte famille SNCF, qui permet au conjoint du militaire marié et à ses enfants à charge de bénéficier d'une réduction de 25 à 50 %, reste pour le moment sur un support papier. Mais elle sera rééditée pour être mise en cohérence avec les nouvelles cartes à puce. Le bénéfice de cette carte a été étendu aux ayants droit du militaire décédé dont l'acte de décès porte la mention « mort pour le service de la Nation » : le conjoint survivant non divorcé ou non séparé, le partenaire d'un Pacs et les enfants mineurs à charge fiscale ou non au jour du décès du militaire. ■

Paul Hessenbruch

P. HESSENBRUCH/DICOD

ARMÉES D'AUJOURD'HUI



ATLAS : LE PREMIER

Le 30 septembre, la base aérienne 123 d'Orléans-Bricy recevait officiellement le premier avion de transport A400M Atlas de l'armée française. Le ministre de la Défense et de nombreuses personnalités civiles et militaires étaient présents pour accueillir l'aéronef baptisé *Ville d'Orléans*.

Rarement le tarmac de la base aérienne 123 d'Orléans-Bricy avait été aussi bondé. Ce lundi 30 septembre, militaires, responsables politiques, industriels et journalistes étaient venus célébrer le baptême du premier exemplaire de l'A400M Atlas dans le Loiret. Plateforme historique du transport aérien depuis le milieu des années 1950, la base 123 franchit un nouveau cap en accueillant le nouvel avion de transport de l'armée de l'Air. Au-delà même de l'emprise militaire, c'est l'attachement de toute une région à l'aéronautique qui a été salué à travers le nom de baptême de ce premier A400M Atlas : à 15 heures, MSN07 est devenu *Ville d'Orléans*. Un événement auquel le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian,

a tenu à assister après avoir participé le matin même à la cérémonie officielle de livraison, organisée sur le site industriel d'Airbus Military à Séville, en Espagne. « *Je suis bien conscient de vivre un événement comme il s'en produit peu dans un mandat de ministre de la Défense. Il faut remonter à treize ans, en 2000, pour voir l'armée de l'Air accueillir un avion entièrement nouveau. C'était alors le Rafale. Aujourd'hui, c'est l'A400M qui fait son entrée dans nos forces aériennes, pour concourir au succès des armes de la France* » a rappelé le ministre. La France, qui a été l'un des moteurs les plus ardents de ce projet, est donc particulièrement fière d'en prendre livraison la première. » Une fierté que l'on ressentait dans la communauté des « transporteurs », mais également chez tous les aviateurs



TITAN D'ORLÉANS

J.-J. CHATARD@COD

Après le vol de baptême, l'Atlas est arrosé par les pompiers de l'Air comme le veut la tradition.

présents ce jour-là, heureux de pouvoir bénéficier d'un avion de transport stratégique et tactique à la pointe de la technologie et sans équivalent sur le marché mondial. Le programme A400M Atlas répond au besoin de renouveler la capacité de transport aérien des armées et de faire face au retrait progressif des avions C-160 Transall, en service depuis 1967. Certes, il ne portera pas le monde, mais ce titan le traversera sans doute de part en part, pouvant effectuer jusqu'à 8 700 kilomètres sans escale. Autre avantage significatif, il offre une charge près de quatre fois supérieure à celle d'un Transall pour un transport deux fois plus rapide. Ainsi, les 340 m³ de sa soute permettent alternativement de transporter 2 hélicoptères Tigre, 66 blessés sur brancard, 116 soldats équipés... ■■■



G. MARIETTE@ECPAD

Le ministre de la Défense et de hautes autorités civiles et militaires saluent le drapeau en début de cérémonie.



J.-J. CHATARD/DICOD

Spectaculaire, l'avion de transport d'une envergure de 42 mètres est équipé de quatre turbopropulseurs. Il peut parcourir 8 700 kilomètres sans escale.

■■■ Des chiffres qui impressionnent, résultat d'un double défi. Défi Industriel pour Airbus, les grands équipementiers et les PME-PMI investis dans ce programme, mais également politique, l'aéronef étant le fruit d'une coopération européenne inédite dont les prémices remontent au milieu des années 1990. L'Allemagne, la France, l'Espagne et la Grande-Bretagne suivis un peu plus tard par la Belgique, le Luxembourg et la Turquie s'étaient associés pour mener ce projet hors norme. Cette coopération se poursuit aujourd'hui, notamment dans le domaine de la formation. À l'image du partenariat concernant la formation des équipages et des mécaniciens signé le jour de la cérémonie par le général Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'Air, et par le général Müllner, son homologue de la Luftwaffe.

Deuxième Atlas en fin d'année

Quant à la mise en service opérationnelle de niveau 1 (missions logistiques et certaines missions tactiques : atterrissages sur terrains sommaires, largages), elle est attendue pour septembre 2014. Il intégrera alors l'escadron de transport Touraine. En attendant, les experts du Centre d'expériences aériennes militaires vont, à travers la Mest (*Multinational Entry Into Service Team*), l'unité en charge de l'ensemble des actions préparatoires à la mise en service de l'appareil, poursuivre les expérimentations « *Une étape importante qui va nous permettre d'apprendre à utiliser cet avion de la manière la plus efficace possible* », explique le lieutenant-colonel Paul Creuset, commandant de la Mest. Un deuxième exemplaire de l'Atlas devrait être réceptionné d'ici la fin de l'année, la loi de programmation militaire 2014-2019 fixant à 15 le nombre d'aéronefs en 2019. ■

Samantha Lille

Premier vol à bord de l'Atlas

Il y a des vols que l'on n'oublie pas. En ce 30 septembre, nous voilà installés dans la soute de l'Atlas *Ville d'Orléans* qui vient d'être livré à l'armée de l'Air, prêts à vivre ce vol de baptême. À bord, élus, généraux et personnels de la base s'installent. Comme nous, ils sont d'abord étonnés par les près de 4 mètres de hauteur de soute. Autres surprises : ces sièges que l'on pourrait sans exagérer qualifier de confortables et ces jambes que l'on peut étendre sans gêner le passager d'en face. Plus besoin non plus de s'égosiller pour échanger quelques mots avec son voisin, les fameuses boules Quiès que l'on avait peur d'oublier lors d'un vol en Transall sont désormais devenues optionnelles. À 17 h 20, la soute se ferme. Dans le cockpit de ce vol inaugural, le capitaine Guillaume Henneguez est à la manœuvre : 3 800 heures de vol, deux années passées à travailler sur ce programme et beaucoup d'impatience à prendre les commandes de vol électriques de cet appareil aux performances inégalées. À l'arrière, jamais une check-list n'a semblé aussi longue. Les smartphones sont de sortie et les photos souvenirs s'enchaînent. Puis enfin, « Orléans » décolle pour un vol d'une trentaine de minutes au-dessus de la ville éponyme. À l'arrivée, les pompiers de l'Air attendent l'aéronef de pied ferme pour un baptême arrosé comme il se doit.

Pour être au cœur de la défense, ABONNEZ-VOUS !



Abonnement	Public			Spécial*		
	France	Dom-Tom par avion	Étranger par avion	France	Dom-Tom par avion	Étranger par avion
1 an (10 n ^{os})	20€	30€	35€	15€	25€	30€
2 ans (20 n ^{os})	35€	55€	65€	25€	45€	55€

*Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Chaque mois, découvrez nos forces en action, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.



BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

Normal Spécial* France Étranger/Dom-Tom/Par avion

1 an 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

ARMÉES

D'AUJOURD'HUI

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à :

ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 52. Email : roulage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 60/1978.

Afghanistan

LE NOUVEAU DISPOSITIF

Le format mis en place cet été rassemble la grande majorité des militaires français sur la capitale afghane. Quatre missions principales leur incombent désormais : diriger l'aéroport international ainsi que l'hôpital médico-chirurgical, soutenir la formation de l'armée afghane et lutter contre les engins explosifs improvisés.



Le commandant Pierre-Antoine, du détachement Épidote, et un membre de l'ambassade de France à Kaboul donnent un cours de français à des cadets de la National Military Academy of Afghanistan.

S.LAFAR GUE©CPAD

En ce 14 juillet 2013, une brise chaude souffle sur le tarmac de l'aéroport international de Kaboul (Kaia). Environ 400 Français sont rassemblés autour du général de brigade aérienne Adam, qui commande alors les forces françaises en Afghanistan et l'aéroport de Kaboul. Certains ajustent leur béret, de peur qu'il ne s'envole, avant de se mettre au garde-à-vous. Des autorités étrangères assistent également à la cérémonie. La fête nationale française est célébrée en Afghanistan pour la douzième fois. Peut-être la dernière, car, conformément au calendrier décidé par le président de la République, le désengagement français touche à sa fin. Les objectifs sont atteints. « *Nous sommes alignés sur le format 500 personnes, qui comprend celles présentes sur le territoire afghan, mais également à Douchanbé, au Tadjikistan, et au centre d'opérations situé au*

Qatar. Ces effectifs sont répartis principalement sur quatre volets d'activité : l'hôpital médico-chirurgical, le soutien à la formation de l'armée de terre afghane avec la mission Épidote, le management de l'aéroport international et la lutte contre les engins explosifs improvisés (IED), en particulier avec un laboratoire de contre IED. Le reste du contingent s'occupe du soutien des personnels et du retrait du matériel utilisé en Afghanistan », explique le général Adam, qui a mis en place le nouveau format des forces françaises avant de passer le relais, le 20 août, au général Olivier Taprest. Depuis juillet 2009, au plus près des pistes de l'aéroport de Kaboul, s'élève l'hôpital médico-chirurgical, ou Rôle 3 selon la terminologie otanienne. Cette structure multinationale est placée sous commandement français depuis quatre ans. Environ 90 Français arment actuellement l'hôpital aux côtés ■■■



IF FRANÇAIS

Environ 500 militaires dans Kaboul et sa banlieue





Un cynotechnicien de l'armée de l'Air contrôle les bagages qui passent par le terminal militaire de l'aéroport international de Kaboul.

S.LAFARGUE/CPAD

■■■ de 110 Tchèques, Bulgares, Allemands et Hongrois. Sur une surface de 4 800 m², 2 unités de déchocage, 6 box d'urgence, 30 lits d'hospitalisation et 3 équipes chirurgicales à même de travailler simultanément peuvent accueillir les patients. « *Nous effectuons une chirurgie de guerre équivalente à celle réalisée sur les polytraumatisés des accidents de la route* », explique le médecin-chef Bernard, dermatologue à l'hôpital militaire Sainte-Anne et qui commande actuellement l'établissement. Depuis l'installation du Rôle 3 sur Kaia, l'effectif est resté le même. Au cœur de la zone administrative, une porte blanche sécurisée par un digicode cache l'ops room, le centre opérationnel de l'hôpital. « *Nous sommes en liaison permanente avec l'ensemble des zones où sont déployés les éléments de la Force internationale d'assistance et de sécurité (Isaf). En cas de problème, nous obtenons tous les renseignements santé nécessaires au médecin-chef et au commandement: nombre de blessés, types de blessures...* révèle l'adjudant Philippe, chef de salle. *Nous sommes également en liaison avec l'état-major opérationnel santé en France et le conseiller santé du chef d'État-Major des armées.* » Si la mission principale du Rôle 3 reste le soutien aux forces de l'Isaf, le personnel intervient également au profit des soldats et des civils afghans. Dans la salle d'attente, quelques militaires de l'Isaf et des Afghans attendent un rendez-vous médical. Un officier français du détachement Épidote salue le dentiste, l'un des deux réservistes de la structure.

Autre mission, autres hommes. De la *National Military Academy of Afghanistan* (formation initiale des officiers) au *Command and Staff College* (école de guerre), 88 militaires français de la mission Épidote œuvrent dans les différentes écoles de l'armée nationale afghane (ANA). Dès 2002, la France a participé à la formation des forces de sécurité du pays. Les militaires d'Épidote remplissaient alors des fonctions d'instructeurs. « *Aujourd'hui, ils tiennent le rôle de conseillers auprès d'officiers afghans au sein de cinq établissements. Le transfert de compétences est réel et a permis une montée en puissance de l'ANA, qui gagne chaque jour en autonomie. La mission a évolué, c'est pourquoi le détachement est moins important* », résume le colonel Thomas, chef du détachement Épidote, basé sur le camp Phoenix, au sud de Kaia.

Gérer le trafic aérien civil et militaire

Depuis 2011, l'État afghan a délégué la responsabilité de l'aéroport international de Kaboul à l'Otan. D'octobre 2012 à août 2013, le général Adam a assuré le commandement de cette entité pour laquelle travaillent 5 000 personnes issues de 17 nationalités. « *À ma connaissance, c'est la première fois que la France endosse ce type de responsabilité sur un aéroport international. Il s'agit, pour le trafic aérien civil et militaire, de veiller à l'exécution des cinq domaines essentiels permettant à un aéroport de fonctionner: le contrôle aérien, la sécurité incendie, le management de la sécurité, les aides à la navigation et le service*



météorologique », énumère le général Adam. Avec près de 100 000 mouvements aériens par an, Kaia affiche une activité équivalente à celle de l'aéroport Marseille Provence. Un trafic qui s'est intensifié lors de la crise malienne. « *Les deux théâtres ont travaillé en synergie. Du matériel prévu pour la France a directement été expédié au Mali. L'aéroport a servi de base de soutien à l'ONU avec l'envoi de véhicules blindés vers Bamako* », relate l'officier. Fin 2014, l'État afghan retrouvera la responsabilité du fonctionnement de son aéroport. Pour ce faire, l'une des missions est de permettre, avec l'aide de l'Isaf, la formation de personnels locaux. « *Soixante-dix personnes sont déjà opérationnelles en sécurité incendie. Dans le domaine du contrôle aérien, huit hommes ont été formés et une femme suit actuellement la formation. Elle deviendra donc la première Afghane à exercer ce métier. Le service de météorologie, qui comptait déjà trois observateurs, a accueilli deux nouveaux venus. Cette jeune équipe compte aujourd'hui deux femmes* », souligne le général.

Non loin de l'état-major français, installé dans les anciens locaux du bataillon d'hélicoptères de la task force Mousquetaire, six militaires français travaillent au sein du laboratoire européen de contre IED. Intégrée à la task force Paladin, spécifiquement créée pour lutter contre les engins explosifs improvisés, cette entité a été déployée pour la première fois en juillet 2011 sur le camp de Warehouse avant d'être déplacée sur Kaia en mars dernier. La France en est la nation cadre. « *Ce laboratoire interarmées, inter-*

ministériel et international est financé par l'Agence européenne de défense. Quinze spécialistes, parmi lesquels cinq Néerlandais, un Roumain, un Suédois et un Espagnol, œuvrent pour améliorer la protection de la force, attaquer les réseaux de fabrication et de pose d'engins et contribuer à l'action judiciaire », explique le lieutenant-colonel Charles, commandant le laboratoire. Grâce aux techniciens, plusieurs centaines de fabricants et de poseurs d'IED ont été identifiés : 96 % d'entre eux ont été traduits devant la justice afghane grâce aux preuves biométriques.

Matériel nettoyé et désinfecté

À l'extrémité de l'aéroport, une route poussiéreuse mène à la zone tampon où sont parqués les ultimes conteneurs et véhicules en attente de rapatriement. Sur ce périmètre, sept logisticiens du détachement logistique multifonction s'activent. Le chef Hervé, équipé d'une combinaison de décontamination, pulvérise un désinfectant sur l'un des derniers véhicules de l'avant blindés. Dans le cadre du plan de maîtrise sanitaire en opération, tout le matériel doit être nettoyé et désinfecté avant son retour dans l'Hexagone.

À quelques kilomètres de là, des officiers français détachés à l'état-major de l'Isaf, au centre de Kaboul, poursuivent leur mission. Fin 2014, le transfert des responsabilités de la sécurité du pays aux autorités afghanes s'achèvera. La coopération avec la France se poursuivra grâce au traité d'amitié signé le 27 janvier 2012.

■
Flora Cantin



Le médecin-chef Bernard, qui commande l'hôpital médico-chirurgical, s'entretient avec une Afghane.

PAROLES DE TERRAIN

L'un traque les indices qui conduiront à arrêter les fabricants et poseurs d'engins explosifs improvisés. Un autre scrute le ciel pour anticiper les conditions météorologiques. Un troisième veille à ce que les formateurs en poste à Kaboul puissent se déplacer en toute sécurité dans les rues de la ville. Rencontre avec des soldats qui poursuivent la mission sur le théâtre afghan.



**Major Jean-Christophe,
43 ans, gendarmerie**

Technicien identification criminelle au Laboratoire européen de contre IED (engins explosifs improvisés)

Volontaire pour partir en Afghanistan, le major a rejoint en avril le Laboratoire européen de contre IED, armé par quatorze militaires parmi lesquels six Français. Engagé à 18 ans, Jean-Christophe a notamment travaillé au sein d'une brigade territoriale puis a obtenu son diplôme d'officier de police judiciaire. « Ensuite, j'ai postulé à la brigade des recherches et suivi le stage de technicien identification criminelle. En 2005, j'ai été muté à la cellule d'identification criminelle de la gendarmerie », précise-t-il. Le laboratoire qu'il a intégré remplit trois missions : améliorer la protection de la force, renseigner sur les réseaux de fabrication et de pose d'engins explosifs et contribuer à l'action judiciaire. Dans ce cadre, le major prélève des empreintes digitales et des traces d'ADN sur chaque IED rapporté par les forces de la coalition. « Même à partir d'éclats d'engin, je parviens à découvrir des empreintes génétiques ou digitales », se félicite ce père de huit enfants. Un travail précieux qui permet l'identification des auteurs de la confection ou de la pose des IED. Sur demande des gendarmes de la prévôté, Jean-Christophe est également susceptible d'apporter son aide lors d'enquêtes criminelles. Dans ce cadre, il travaille alors en lien avec l'hôpital de Kaboul.

S. LAFARGUE©ECPAD



Sergent-chef Jérôme, 28 ans, armée de l'Air

Prévisionniste à la cellule météo de l'aéroport de Kaboul

Unique Français de la cellule météo de l'aéroport de Kaboul, le sergent-chef Jérôme a intégré l'équipe au printemps. « *Le chef de centre est un capitaine roumain et je travaille aux côtés de trois observateurs météo : un Turc, un Tchèque et un Polonais. Deux civils turcs exercent également la même spécialité que moi* », précise-t-il. À 10 ans, Jérôme s'amusa à observer les phénomènes météorologiques : « *La curiosité m'a poussé à m'intéresser à la météo. Je voulais savoir pourquoi tel phénomène se produisait. J'ai acheté des instruments, réalisé des mesures et j'ai voulu en faire mon métier.* » À 19 ans, il s'engage dans l'armée de l'Air et suit une formation de onze mois à Météo France. Depuis son arrivée, il a pour tâche de prévoir la météo à quatre jours sur tout le territoire afghan. « *La météo est donnée en termes aéronautiques. Je la présente au général commandant les forces françaises, en présence des chefs des différentes structures de l'Otan. Elle est ensuite diffusée aux services météo de différents pays, au siège de l'Otan et aux stations météo afghanes.* » Pour remplir sa mission, le sergent-chef surveille le ciel en temps réel : deux fois par jour, un ballon équipé d'une sonde et d'un GPS indique les taux d'humidité, la température, la pression et le vent, jusqu'à 30 km d'altitude. « *Nous obtenons ainsi le profil vertical de l'atmosphère. Ce qui nous intéresse, ce sont les données au niveau de la troposphère, parfois de la tropopause, un mot barbare qui désigne la couche entre le sol et la stratosphère.* »



S. LAFARGUE@ECPAD



S. LAFARGUE@ECPAD

Caporal-chef Ibrahim, 26 ans, armée de Terre

Soldat du groupe de sécurité d'Épidote

Les formateurs d'Épidote les surnomment les « anges gardiens », mais, pour le caporal-chef Ibrahim, ce terme n'est pas approprié. « *Ma mission est plutôt celle d'accompagnateur. Je m'occupe de la sécurité des mentors du Command and Staff College* », rectifie ce spécialiste du combat d'infanterie, qui, en France, appartient au Centre d'entraînement aux actions en zone urbaine – 94^e régiment d'infanterie. En 2009, Ibrahim avait été projeté en Kapisa comme pilote de véhicule de l'avant blindé. « *Cette fois-ci, ma tâche consiste à assurer la sécurité des formateurs, qui se déplacent régulièrement entre l'école et le camp, situés dans Kaboul. Lors de l'embarquement, avant chaque départ des 4x4 blindés, je répartiss les secteurs de surveillance. Dans le véhicule, j'observe ce qui se passe à l'avant et sur le côté droit. Je redoute le véhicule blindé IED qui viendrait stationner près de nous. Ici, nous sommes en ville, pas en Kapisa : c'est compliqué car imprévisible. Il faut être prêt à remplir cette mission de six mois dès le premier jour sur le théâtre* », conclut le caporal-chef. ■

Propos recueillis par Flora Cantin



Réunion de la cellule fin juin à Percy.

M. DENNIELO@CPAD

C2RBO

UN OUTIL DE RÉINSERTION

Depuis 2011, la Cellule de réadaptation et de réinsertion des blessés en opération (C2RBO) de l'hôpital Percy aide les militaires blessés à reprendre une activité sociale et professionnelle. Ses membres, qui se réunissent tous les deux mois, apportent à chaque fois des solutions à une trentaine de dossiers.

Réunis autour d'une table, des médecins, des militaires et des personnels civils débattent du projet professionnel d'un patient. Les uns après les autres, ils prennent la parole pour essayer de trouver la meilleure solution à apporter à ce militaire blessé en opération qui souhaiterait reprendre son activité professionnelle sous l'uniforme. Tous les deux mois, ces mêmes personnes se retrouvent au sein de la Cellule de réadaptation et de réinsertion des blessés en opération (C2RBO).

Cette entité a été créée en 2011 à l'hôpital d'instruction des armées (HIA) Percy Clamart à l'initiative du médecin-chef Franck de Montleau, chef du service de psychiatrie, du médecin-chef Éric Lapeyre, chef du service de médecine physique et de réadaptation, et du lieutenant-colonel Thierry Maloux, chef de la Cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre (Cabat). « En évoquant ensemble le parcours de nos blessés, nous nous sommes aperçus qu'ils étaient souvent confrontés à une multitude de difficultés – à la fois administratives, juridiques, personnelles et professionnelles – qui

diminuaient leur capacité à adhérer au parcours de soins, explique Franck de Montleau. À partir de ce constat, il nous est apparu indispensable d'identifier les obstacles auxquels ils se heurtaient. L'objectif est de leur apporter une aide personnalisée pour réaliser leur projet de réadaptation et de réinsertion en faisant se rencontrer les différents acteurs médicaux, militaires, sociaux et administratifs. » Cette commission représente la dernière étape de la chaîne médicale. « La C2RBO est un outil thérapeutique qui propose un accompagnement global, précise Éric Lapeyre. Quand les blessés sortent de l'hôpital, nous ne les abandonnons pas. »

Une approche pluridisciplinaire

Le médecin-chef, les chefs respectifs du service de psychiatrie de l'hôpital Percy et du service de médecine physique et de réadaptation et un représentant de la Cabat composent le noyau permanent de ce comité. Le militaire blessé, des membres de sa famille, des responsables de cellules d'aide aux blessés des autres armées ainsi que des représentants du monde médical ou de diverses ins-



J.-C. THOREL © ARMÉE DE TERRE

Stage Sport, mer et blessures au Pays basque en septembre. La C2RBO est à l'origine de ce rendez-vous.

tutions et organismes peuvent aussi y participer si cela s'avère nécessaire.

Depuis sa création, douze réunions se sont déjà tenues, qui ont à chaque fois permis d'étudier environ trente cas cliniques proposés par les médecins ou la Cabat. Financement de prothèses, réintégration de l'unité sous le statut militaire, récupération d'une aptitude TAP (troupes aéroportées)... les questions traitées sont très variées. « *La C2RBO aborde également les dossiers de blessés psychiques, précise Franck de Montleau. Il était important de les prendre en compte dans le circuit au même titre que les blessés physiques.* »

Le premier bilan de cette commission est positif. Les échanges qui ont eu lieu pendant ces travaux ont contribué à des avancées importantes dans différents domaines, comme le financement institutionnel des prothèses de nouvelle génération. Elle a par ailleurs permis aux blessés de découvrir le monde du handisport à travers la création d'un « pack sportif » et de stages multiples tels que les Rencontres militaires bles-

sures et sports ou le stage Sport, mer et blessures. Enfin, la commission a surtout favorisé la création, par l'état-major de l'armée de Terre, de « cellules blessés ». Celles-ci permettent au militaire dont le parcours de soins n'est pas encore achevé un retour anticipé et aménagé au sein de son régiment.

Développement envisagé

Compte tenu de sa pertinence, cette commission est amenée à perdurer. « *Même si l'on se désengage actuellement de l'Afghanistan, il y aura malheureusement toujours des blessés en opération* », commente Éric Lapeyre.

À l'heure actuelle, seul l'HIA Percy dispose d'une telle cellule, mais son développement dans d'autres établissements hospitaliers militaires est en discussion. « *L'intervention de tous ces acteurs permet d'exprimer aux blessés en opération, qui ont payé un lourd tribut lors de leur engagement, la générosité et la reconnaissance de la Nation* », conclut Éric Lapeyre. ■

Carine Bobbera



LES EXPERTS MÈNENT

Crash, feu au décollage, sortie de piste... À chaque accident ou incident d'aéronef d'État, en métropole, en outre-mer ou sur un théâtre d'opérations, une équipe du Bureau enquêtes accidents Défense-air est chargée d'en trouver les causes et d'en tirer des recommandations de sécurité.

Mars 2012, aéroport d'Angoulême-Cognac. Au cours d'un vol d'instruction, un Grob 120 de l'école de pilotage de l'armée de l'Air se pose train rentré. L'équipage est indemne mais l'aéronef est endommagé. Que s'est-il passé? C'est la question que se posent les enquêteurs du Bureau enquêtes accidents Défense air (BEAD-air) après chaque accident ou incident aérien grave concernant un aéronef d'État, qu'il appartienne à l'armée de Terre, à l'armée de l'Air, à la Marine nationale, à la Direction générale de l'armement (DGA), à la douane, à la sécurité civile ou encore à la gendarmerie nationale. Leur objectif: « *Comprendre ce qui s'est passé, pourquoi cela s'est passé et émettre des recommandations de sécurité pour que cela n'arrive plus*, résume le lieutenant-colonel Pierre-Yves Martin, adjoint au chef de la division

investigations. *Notre but est de faire de la prévention, pas de trouver des coupables.* »

Un coup de téléphone et l'enquête est déclenchée. Informé d'un événement qui vient de se produire en métropole ou sur un théâtre d'opérations extérieures, le BEAD-air envoie sur le lieu de l'accident une équipe conduite par un directeur d'enquête technique et un enquêteur adjoint. Afin de préserver les indices de toute nature et de recueillir les tout premiers éléments, un enquêteur de première information (EPI), susceptible d'appartenir à n'importe quel organisme d'État et proche du lieu de l'accident, est choisi parmi la centaine d'EPI couvrant le territoire pour se rendre au plus tôt sur place. Quarante-huit heures après l'événement, un « message de premières informations » est rédigé, exposant les éléments déjà recueillis et éventuellement les premières recommandations de sécurité. La phase d'exper-



©SIRPA-AIR

L'ENQUÊTE

Ci-dessus: deux pompiers arrosent de neige carbonique un Mirage 2000 qui s'est écrasé dans un champ. Une enquête est très vite déclenchée. Ci-contre: les enquêteurs du BEAD-air sont pilotes, ingénieurs ou contrôleurs aériens.



©BEAD-AIR

tise et d'analyse commence alors. « *Nous abordons une enquête sans a priori*, explique le lieutenant-colonel Martin. *Nous étudions d'abord l'environnement de l'aéronef, puis l'appareil – ou l'épave, si c'est ce qu'il reste. S'il y en a, nous récupérons les enregistreurs de vol, nous recueillons les témoignages, voire les photos prises par des personnes qui se trouvaient à proximité.* »

Trois domaines d'analyses

À partir de ces éléments et des relevés techniques, les enquêteurs vont s'orienter vers un ou plusieurs domaines d'analyses pouvant expliquer les causes de l'accident. Parmi ceux-ci, le facteur environnemental (météo, infrastructures). En mai 2012, deux secouristes sont blessés par des chutes d'arbres au cours d'une opération de secours menée à l'aide d'un hélicoptère de la sécurité civile. L'enquête

conclut que ces chutes ont été provoquées par le souffle du rotor, mais que l'équipage ne pouvait pas soupçonner que les arbres de la zone étaient fragilisés par des chutes récurrentes de cailloux liées aux intempéries.

Autre domaine d'analyse: l'aspect technique (pannes, défauts de conception, matériel inadapté). En mai 2004, à Fort-de-France, un C-160 de l'armée de l'Air en début de roulage s'enflamme. L'équipage évacue sans dommage l'appareil. L'enquête conclut que l'incendie a été déclenché par un arc électrique au niveau de câbles d'ancienne génération de la pompe avant du réservoir.

Enfin les facteurs humains et organisationnels sont également passés au crible. Beaucoup plus vaste que les deux précédents, ce domaine englobe à la fois les actes dangereux, mais également toutes les conditions ayant pu influencer ces actes: charge de travail trop élevée, formation ■■■



Récupération d'un Mirage 2000 N au large de l'estuaire de la Gironde.

© SIPRA AIR

■■■ inadéquate, planification incomplète de la mission ou encore stress ayant conduit à un déficit d'attention... Précisions avec le lieutenant-colonel Jean-Marc Imbault de la cellule instruction-standardisation : « Lorsque nous suspectons un facteur humain et organisationnel d'être la cause d'un accident, nous utilisons la grille HFACS (Human Factors Analysis and Classification System – système de classification et d'analyses des facteurs humains). Mise au point par deux chercheurs américains, Shappell et Wiegmann, elle nous permet de classer tel ou tel facteur dans des cases bien précises – actes dangereux, conditions préalables aux actes dangereux, supervision et influences de l'organisation. »

Films d'animation en 3D

Bien que possédant des compétences avérées en tant que pilotes, contrôleurs aériens ou ingénieurs, les onze enquêteurs du BEAD-air font régulièrement appel à des aides extérieures : trois experts (pilote, mécanicien et médecin) désignés par l'organisme dont relève l'aéronef, puis, en fonction des besoins, des spécialistes. Ces derniers peuvent être des chercheurs de l'Institut de recherche biomédicale des armées de Brétigny-sur-Orge, appelés en renfort pour comprendre le comportement des acteurs ou l'ergonomie de l'appareil, ou des spécialistes de la motorisation et des fluides de la DGA. Il leur est même possible de créer des films d'animation en 3D, comme l'explique Christian Le Bouche, de la cellule expertises-logistique : « Si l'on a la chance de disposer des enregistreurs de vol, le CVR (cockpit voice recorder – enregistreur des conversations dans le cockpit) et le FDR (flight data recorder – enregistreur des paramètres de vol), nous pouvons reproduire la séquence et nous faire une meilleure idée de l'enchaînement des événements. Avec le CVR, nous pouvons connaître les échanges entre les membres d'équipage et l'environnement sonore de la cabine. »

Au terme de chaque enquête, un rapport en quatre parties est publié. Il présente les faits relatifs à l'événement ; la formulation d'hypothèses pour l'expliquer et la démonstration

qui permet de les rejeter ou de les juger possibles, probables ou certaines ; les conclusions de l'enquête ; et, enfin, les recommandations de sécurité. Pour une seule et même investigation, plusieurs causes peuvent être identifiées. Ainsi, en 2009, une panne technique, une mauvaise météo et des procédures partiellement appliquées par le pilote entraînèrent la sortie de piste d'un Super Étendard modernisé de la Marine. Aujourd'hui, 6% seulement des causes recensées relèvent de l'environnement, 14% sont dues à des défaillances techniques alors que 80% entrent dans la catégorie facteurs humains et organisationnels. En dépit de cette prépondérance, le contrôle croisé des membres d'équipage et les nombreuses procédures mises en place pour éviter les dysfonctionnements permettent de réduire les erreurs humaines et d'obtenir un niveau de sécurité particulièrement élevé. ■

Laetitia Perier

Le BEAD-air en bref

Date d'entrée en fonction : janvier 2003

Implantation : base aérienne 107 de Villacoublay

Nombre de personnel : 25, issus de l'armée de Terre, de l'armée de l'Air, de la Marine nationale, de la Gendarmerie et de la Direction générale de l'armement

Directeur : général de brigade aérienne Jean-Marie Clament

Nombre d'enquêtes traitées depuis sa création : près de 200

Nombre de recommandations émises : plus de 1 000

Parc des aéronefs d'État relevant du BEAD-air pour une enquête technique : environ 1 720 (avions, hélicoptères, planeurs, drones)

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

CONSTRUIRE LA DÉFENSE DE 2020

Couvrant la période 2014-2019, le projet de loi de programmation militaire est la première application des orientations du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale d'avril 2013. Dans un contexte économique contraint, ce projet participe à l'effort de redressement des finances publiques tout en garantissant l'autonomie stratégique de la France autour d'un modèle d'armée cohérent.

RESSOURCES BUDGÉTAIRES

190 milliards d'euros jusqu'à 2019

Soit **31,4 milliards d'euros** par an jusqu'à 2016, légère hausse pour les deux derniers exercices.

Soit **11,3 %** du budget de l'État

RESSOURCES HUMAINES

Suppression progressive de **23 500 postes** à compter de 2014

dont 1/3 au maximum au sein des unités opérationnelles

Mesures d'accompagnement sur la base de l'écoute et de la concertation s'appuyant sur un budget de **933 millions d'euros**



242 280 personnes
(effectif cible en 2019)

DROIT ET PROCÉDURE JUDICIAIRE



Protection contre une judiciarisation excessive

Prise en compte de la spécificité de l'action de combat

Organisation d'une spécialisation des juridictions



RÉALISATIONS CONCRÈTES

Parmi les livraisons garanties entre 2014 et 2020

-  **2** systèmes d'observation satellitaires Musis
-  **12** drones Male
-  **14** drones tactiques
-  **13** avions de transport Atlas
-  **2** avions multirôles de ravitaillement en vol et de transport (MRTT)
-  **26** Rafale
-  **6** Mirage 2000 D rénovés
-  **15** Atlantique 2 rénovés
-  **1** sous-marin nucléaire d'attaque classe Barracuda
-  **5** frégates multirôles
-  **102** véhicules blindés de combat d'infanterie
-  **92** véhicules blindés multirôles
-  **16** hélicoptères Tigre
-  **41** hélicoptères Caïman



UNE LPM, QU'EST-CE QUE C'EST ?



Une loi de programmation militaire (LPM) fixe sur six ans les priorités opérationnelles et les choix majeurs en matière d'équipements et d'effectifs.



L'État est contraint à l'annualité budgétaire. Mais la durée de la recherche et de la conduite des programmes d'armement impose une programmation pluriannuelle dans l'élaboration du budget de la Défense.

Elle traduit dans la durée l'engagement de la nation en faveur de sa défense.

La LPM se décline en deux lois de programmation publiques triennales et six lois de finances annuelles.



ÉQUIPEMENT

Budget de **102,7 milliards d'euros**



entre 2014 et 2019



Hausse du budget dédié à la recherche et au développement jusqu'à **730 millions d'euros annuels**



Nouveaux programmes en coopération : missile antinavire léger, système de lutte antimines futur...



Poursuite des programmes en cours
(MRTT, Syracuse, Scorpion)

Poursuite des dispositifs de soutien aux PME et de l'emploi dans le secteur industriel

Interview du général de corps d'armée Jean-Marc Duquesne, directeur de l'Enseignement militaire supérieur, et du contre-amiral Marc de Briançon

« Rationalisation et cohérence ont gu

Pourquoi une réforme de l'École de guerre ?

Général Duquesne : Nous avons observé que cette institution n'avait pas connu d'évolutions majeures depuis 1993, si ce n'est le retour du nom « École de guerre ». Globalement, le contenu pédagogique s'était adapté avec le temps sans profonde révision. Dans un souci de rationalisation des coûts et de cohérence globale entre l'enseignement et les emplois futurs, la Direction de l'enseignement militaire supérieur, dont l'École de guerre est une composante, a entrepris de mener une réforme qui implique une formation sur onze mois au lieu de quinze auparavant. Cette rénovation est un beau défi pour nous, pour l'équipe de formateurs, ainsi que pour cette 21^e promotion qui a fait sa rentrée en septembre, et nous en tirerons tout au long de l'année un certain nombre d'enseignements de façon à réaliser les ajustements qui s'imposeraient.

Quels sont les objectifs de formation ?

Amiral de Briançon : Ils sont inchangés. Préparer les stagiaires à la planification et à la conduite d'opérations militaires en interarmées dans un cadre national, multinational ou interallié. L'École de guerre s'attache également à sensibiliser aux politiques de préparation, de maintien en condition et d'emploi de l'outil de défense, et naturellement, à approfondir l'exercice du commandement. Notre mission est bien de former des chefs militaires capables de tenir des responsabilités de direction dans les dix ans à venir, en administration centrale, dans les forces, dans les états-majors ou à la tête d'une unité opérationnelle.

Comment est organisé le nouveau programme ?

Amiral de Briançon : Il compte trois mois de formation spécifique définis par les armées d'appartenance et la gendarmerie et huit mois de formation interarmées, c'est pourquoi il a été baptisé « 3+8 ». Le cycle propre à chaque armée en début de cursus permet de supprimer les stages pré-École de guerre et d'harmoniser le niveau de connaissances des stagiaires avant le début de l'enseignement

interarmées. Suivant une logique de progression linéaire, nous invitons le stagiaire à maîtriser son milieu d'armée (le « 3 »), ensuite à assimiler le fonctionnement de l'outil de Défense dans l'appareil étatique, puis à appréhender la stratégie de sécurité nationale et enfin à comprendre l'action de la France dans le jeu des alliances et des coopérations multinationales. L'aptitude au leadership, au travail en état-major et à la compréhension de l'environnement sera approfondie tout au long de l'année, ainsi que, bien entendu, l'enseignement opérationnel de niveau opératif, cœur de la formation du breveté. Enfin, deux modules d'approfondissement correspondant à des domaines d'emplois futurs seront introduits en fin d'année.

Quel est le message que vous voulez délivrer aux stagiaires actuels et aux futures promotions ?

Amiral de Briançon : Le passage à l'École de guerre, après une quinzaine d'années d'activités opérationnelles dans les forces, représente pour les 300 heureux élus, dont une centaine issue de 70 pays différents, un moment d'ouverture, de prise de hauteur et d'échanges d'une très grande richesse. La réforme « 3+8 », ambitieuse et exigeante, tant pour les stagiaires que pour les cadres de l'École, devrait permettre d'accroître encore la plus-value de cette année de transition intellectuelle dont la finalité est, je dirais de façon un peu caricaturale, de transformer des experts et des chefs tactiques intermédiaires en stratèges et leaders, capables d'innover et d'être force de proposition.

Général Duquesne : Cette réforme a demandé de la part de l'École de guerre un important travail d'analyse du besoin et de mise en cohérence. Nous avons également eu comme démarche de pondérer les exigences de formation de l'officier à travers plusieurs niveaux d'apprentissage : le domaine de l'information, ceux de la connaissance et de la maîtrise. Chaque niveau n'ayant pas le même volume horaire, nous avons pu réduire et optimiser le temps de scolarité tout en conservant la qualité de l'enseignement. ■

Propos recueillis par Grégoire Chaumeil

L'École de guerre offre aux stagiaires l'occasion de renforcer leur réseau interarmées et interallié.



K. LOYAL@ÉCOLE DE GUERRE

**L'Institut des hautes études de défense nationale
Briçon, directeur de l'École de guerre**

aidé la réforme de l'École de guerre »



J.-J. CHATARD@COD

Le général de corps d'armée Jean-Marc Duquesne et le contre-amiral Marc de Briçon à l'École militaire, à Paris, en juillet.

Des réformes pour renforcer la pensée militaire française

La dernière réforme d'ampleur de l'enseignement militaire supérieur date de 1993 : elle a entraîné la disparition des écoles supérieures de guerre de chacune des armées et la création du Collège interarmées de défense (CID) à l'École militaire, à Paris. Ce dernier devait accorder une place plus importante à l'interarmement dans la formation des officiers, après les enseignements tirés de la guerre du Golfe.

La Direction de l'enseignement militaire supérieur a été créée en 2009 pour répondre à la nécessité de renforcer la pensée militaire

française, avec un centre de documentation de référence et en lien avec un pôle de référence de l'enseignement et de la recherche stratégique de défense aux niveaux national et international.

Enfin, en 2011, le CID a pris le nom d'École de guerre. Sa mission reste inchangée : l'École prépare les officiers de toutes les armées à l'exercice du commandement de haut niveau. Elle dispense une formation pluridisciplinaire et professionnelle à dominante opérationnelle et forme environ 300 stagiaires par an, dont un tiers d'officiers étrangers issus de plus de 70 pays différents.

Pau

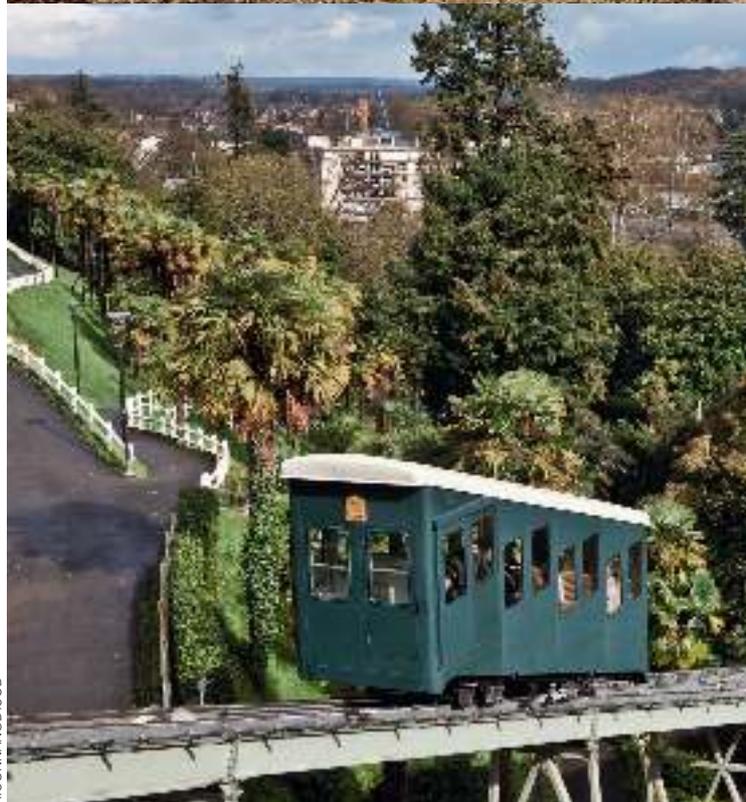
SI VILLE ET MILITAIRE

La cité béarnaise a accueilli en septembre l'université d'été de la Défense. Un symbole fort pour cette ville historiquement marquée par une importante présence militaire.

Début septembre, la ville de Pau a servi de cadre à la 11^e université d'été de la Défense organisée par les commissions de l'Assemblée et du Sénat. Bastion historique des parachutistes français, la ville royale n'a pas été choisie au hasard pour accueillir ce sommet. « *C'était l'occasion pour nous, parlementaires, de rendre hommage au personnel de la région ayant participé massivement à l'opération Serval* », explique Patricia Adam, présidente de la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale. À travers ses régiments, Pau a en effet contribué de manière importante au succès de l'intervention au Mali. Un phénomène qui s'explique par le lien historique étroit qui unit la ville et le monde militaire. En 1909, Pau accueillait ainsi l'école d'aviation des frères Wright et celle de Louis Blériot. En 1946, l'École des troupes aéroportées s'installait au nord-est de la ville. Celle-ci reçoit chaque année plus de 3500 stagiaires venus du monde entier pour suivre des formations parachutistes initiales, qualifiantes ou tactiques. La cité, qui abrite le Centre des archives du personnel militaire, accueille aussi, depuis 1984, le 5^e régiment d'hélicoptères de combat (5^e RHC), fort de 1 200 personnes, et le 4^e régiment d'hélicoptères des forces spéciales. « *Pau est devenue la plus grosse base européenne d'hélicoptères avec 90 appareils. C'est une chance et un motif de fierté d'accueillir l'université d'été de la Défense dans une ville importante aux yeux des paras, des forces spéciales et de*



J.-J. CHATARD@DICIOD



R. COMMAN@DICIOD

l'armée de Terre », souligne le colonel Stéphane Richou, chef de corps du 5^e RHC.

Cette spécificité de la ville a été parfaitement prise en compte par son actuelle maire, Martine Lignièrès-Cassou. « *Pau est indissociable de ses emprises de défense. Ce constat se vérifie sur le plan économique, mais aussi social. En tant que premier magistrat de la ville, je dois prendre en compte les problématiques liées aux caractéristiques de la fonction militaire, estime-t-elle. Il m'appartient d'apporter à cette population un cadre de vie correspondant à ses*



attentes et à ses missions. » Dès son élection en 2008, l'édile a mis en place au sein du conseil municipal une délégation chargée des relations courantes entre la ville et les régiments qui la composent. Dans la même logique, le 17 avril, après trois mois d'intervention au Mali, l'élue avait tenu à recevoir les militaires et leurs familles lors de leur retour en régiment. Martine Lignières-Cassou a également permis la tenue d'un débat ouvert au public pour expliquer le Livre blanc et la loi de programmation militaire. Celui-ci s'est déroulé au palais Beaumont le 10 septembre dernier.

En haut: le 9 septembre, démonstration dynamique effectuée devant des parlementaires participant à l'université d'été de la Défense. Ci-contre: vue du gave de Pau et du funiculaire qui relie la ville haute au quartier de la gare.

Plus largement, les Pyrénées-Atlantiques accueillent toutes les composantes du milieu défense – avec une prédominance de la troisième dimension –, que ce soit dans le domaine des forces ou dans celui de l'industrie d'armement. Le département compte 3700 personnes appartenant au ministère de la Défense, parmi lesquelles 2900 terriens. Les civils représentent 20 % de cet effectif et le taux de féminisation dépasse les 16 %. Le personnel défense du département étant majoritairement composé de jeunes cadres, leur niveau de vie relativement important (salaire moyen de 2 500 €) représente un poids non négligeable dans la vie économique de Pau. De plus, deux tiers d'entre eux vivent en couple, et ils sont 60 % à être propriétaires de leur logement (80 % du personnel de la Défense vit hors des casernes). La stabilité relative de ces spécialistes permet un taux d'emploi de 60 % pour les conjoints. La présence de cette population occasionne un besoin de scolarité pour plus de 2 500 enfants entre 3 et 16 ans. « *Dans certains quartiers, nous sommes plus vigilants à l'ouverture de classes supplémentaires et nous adaptons les horaires pour faciliter la vie de ces familles* », explique la maire de Pau.

Dans le domaine économique, 1 300 établissements et entreprises locales ont un lien direct avec la Défense. Et deux des principaux employeurs des Pyrénées-Atlantiques – Dassault et Turbomeca – appartiennent à l'industrie de Défense, domaine qui fait aussi vivre un grand nombre de sous-traitants. « *Ce maillage entre le monde civil et militaire fait la force de notre territoire, et nous ferons tout pour préserver cette interdépendance qui nous tire mutuellement vers les sommets* », conclut la maire de Pau. ■

Paul Hessenbruch

Université d'été de la Défense : 11^e édition

Du 9 au 10 septembre, 400 parlementaires et représentants de la communauté de défense se sont réunis à Pau pour la 11^e université d'été de la Défense. Les participants de ce rendez-vous organisé cette année par l'armée de Terre ont travaillé sur les enjeux de la « Défense de demain ». Thèmes abordés : le maintien de l'effort financier, l'autonomie stratégique, la modernisation des équipements et le développement de la conception européenne de la défense. À l'issue des débats, trois axes majeurs d'évolution ont été dégagés : la mutualisation des forces et des moyens, le renforcement des capacités de renseignement et de cybergéométrie, ainsi que l'évolution du cadre juridique.

22-23/09 JEAN-YVES LE DRIAN AU MALI

Trois jours après l'investiture du nouveau président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, le ministre de la Défense a effectué son cinquième déplacement au Mali depuis janvier. Jean-Yves Le Drian, qui représentait la France au 53^e anniversaire de l'indépendance du pays, s'est entretenu avec Soumeylou Boubèye Maïga, son homologue malien, ainsi qu'avec les responsables de la Minusma et de l'armée nationale.

La coopération militaire et la montée en puissance des forces sous mandat de l'ONU ont été au cœur des discussions. Le calendrier de réduction du volume des effectifs français a également été communiqué. Il vise un objectif de 2000 hommes pour la fin novembre et 1000 fin janvier. Lors de cette visite, Jean-Yves Le Drian s'est adressé aux forces françaises de Serval et de l'EUTM à Gao et à Koulikoro.



19/09 STEERING COMMITTEE À PARIS

Depuis le traité de Lancaster House de 2010, un comité de pilotage semestriel (*Steering committee*) réunit les partenaires franco-britanniques pour assurer le suivi de la coopération bilatérale. Présidé cette année par le général d'armée Pierre de Villiers, major général, et son homologue l'*Air chief marshal* Sir Stuart Peach, ce

comité a abordé les principaux jalons qui conduiront à la mise sur pied d'un corps expéditionnaire commun. Partage d'informations, évaluation du drone Watchkeeper par la France, programme du futur missile antinavire léger ou échange de pilotes sur Rafale et Typhoon, autant de thèmes qui ont été évoqués au cours de ces entretiens.



25/09 JOURNÉE D'HOMMAGE AUX HARKIS

Trois temps forts ont rythmé la journée nationale d'hommage aux harkis et autres membres des formations supplétives. Une prise d'armes a d'abord eu lieu dans la cour de l'hôtel des Invalides, suivie de l'inauguration d'une exposition présentée par l'Office national des anciens combattants. Pour finir, s'est tenu un ravivage de la flamme sous l'Arc de triomphe. Cette journée présidée par Kader Arif, ministre délégué auprès du ministre de la Défense, chargé des Anciens Com-



battants, a été instituée en 2003 en reconnaissance des sacrifices consentis du fait de leur engagement au service de la France lors de la guerre d'Algérie.

06/09 DES FALCON POUR LA SURVEILLANCE MARITIME

Début septembre, la Direction générale de l'armement a réceptionné un aéronef transformé au profit de la Marine nationale. Optimisé pour les missions de recherche et de sauvetage en mer, de contrôle des zones de pêche et de lutte contre les trafics clandestins, cet appareil est le premier d'une série de quatre Falcon 50B en

cours de transformation. Tous proviennent de l'Escadron de transport, d'entraînement et de calibration, notamment en charge du transport des hautes autorités de l'État. L'intégralité de la série de Falcon 50B, devenus Falcon 50MS, devrait être livrée d'ici 2015. Une nouvelle vocation et une seconde vie attendent ces aéronefs.



AGENDA

16 OCTOBRE - 26 JANVIER

Exposition « Indochine, des territoires et des hommes, 1856-1956 » au musée de l'Armée, hôtel des Invalides.



5 - 17 OCTOBRE

Exercice biannuel franco-britannique Joint Warrior au Royaume-Uni.

7 - 13 OCTOBRE

Prix Bayeux des correspondants de guerre.

09/09 TÉLÉMÉDECINE EN OPEX

Un marché, signé conjointement par la Direction générale de l'armement et l'État-Major des armées avec une entreprise de télé-imagerie médicale, vise à doter le Service de santé des armées d'un centre de télémédecine. L'objectif est d'offrir, en opérations extérieures, des soins de qualité équivalents à ceux prodigués

en métropole grâce à des moyens de télé-expertise et de transmission satellitaire de fichiers médicaux. L'acquisition d'autres moyens techniques permettant une prise en charge médicale à distance ainsi qu'une évaluation en temps réel de l'épidémiologie est également prévue dans le cadre de ce projet.



26/08 DÉCÈS D'HÉLIE DE SAINT MARC

Grand patriote, résistant de la première heure, déporté à Buchenwald, Hélié Denoix de Saint Marc a mené une carrière en première ligne comme officier de la Légion en Indochine puis en Algérie. Son engagement et son dévouement auprès des hommes dont il était responsable lui ont valu leur estime indéfectible. Après sa participation au putsch d'avril 1961 et son incarcération, sans jamais se laisser enfermer dans des considérations idéologiques, il a su garder sur



les péripéties de l'Histoire un regard à la fois positif et apaisé. En témoigne son ouvrage écrit avec son ami allemand August von Kage-neck II avait été élevé à la dignité de grand croix de la Légion d'honneur en 2011.

24/09 PREMIER PRIX BRIENNE

Décerné pour la première fois cette année, le prix Brienne récompense une œuvre pédagogique abordant les processus géopolitiques et stratégiques. Jean-Yves Le Drian a remis le premier prix à François Godement pour *Que veut la Chine?* (éd. Odile Jacob). L'auteur y analyse les atouts et les faiblesses de la

Chine du XXI^e siècle dans sa recherche de modernité et de reconnaissance internationale. Le jury a également décerné un prix d'honneur à Thérèse Delpech, disparue en 2012, pour *La Dissuasion nucléaire au XXI^e siècle, comment aborder une nouvelle ère de piraterie stratégique?* (éd. Odile Jacob).



19/09 SIX UNITÉS DÉCORÉES DE LA CROIX DE LA VALEUR MILITAIRE

Le général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'Air, a décerné des décorations collectives lors d'une cérémonie sur la base aérienne de Cazaux. Récompensés pour leur engagement en Afghanistan, l'escadrille aéro-sanitaire 6/560 Étampes, l'escadron d'hélicoptères 1/67 Pyrénées et les commandos

parachutistes de l'Air n°10, 20 et 30 ont été cités à l'ordre de l'armée aérienne et ont reçu la croix de la Valeur militaire avec palme de bronze et port de la fourragère. Le groupe de ravitaillement en vol 2/91 Bretagne a quant à lui été cité à l'ordre de la division aérienne et a reçu la croix de la Valeur militaire avec étoile d'argent.

9 - 20 OCTOBRE

Championnat du monde de voltige aérienne au Texas (États-Unis).

17 OCTOBRE

L'opération Serval dans Envoyé spécial, France 2.

22 OCTOBRE

Prix 2013 de la recherche à la Direction générale de l'armement.

23 OCTOBRE

30^e anniversaire de l'attentat du Drakkar à Pamiers.

2 - 9 NOVEMBRE

Exercice Otan Steadfast Jazz en Lettonie et Pologne.

8 NOVEMBRE

Colloque « Cyberdéfense militaire, comparaison internationale », École militaire.

11 NOVEMBRE

Commémorations de l'armistice de 1918.

14 - 15 NOVEMBRE

Assises du tourisme de mémoire à l'hôtel de région, Lille.

Artiste, témoin et acteur, le photographe raconte la vie au 1/1000^e de seconde. Sur les théâtres d'opération, il emprisonne au fond de son boîtier les ombres et les lumières des conflits. Objectif, capteur, rafale, viseur... Un vocabulaire aux confins de deux mondes. En battle-dress ou en treillis Félin, sous son gilet pare-éclats, le reporter-photographe de guerre partage le quotidien du soldat : la tension du combat, le poids du sac, le repos au bivouac, le destin tragique parfois. Huit de ces reporters, civils et militaires, racontent ici un instant de leurs guerres, parmi les milliers de clichés qu'ils en ont ramenés.



OPÉRATIONS : REGARD



S DE PHOTOGRAPHES

Boîtier : Nikon D700**Focale : 18 mm****Vitesse : 1/13****Ouverture : f/2,8****Iso : 6400**

AFGHANISTAN, JANVIER 2009

Sur la ligne de crête qui sépare les vallées d'Alasay et de Bedraou en Kapisa, un Chinook de l'armée américaine vient de déposer une section du 27^e bataillon de chasseurs alpins issue du *Battle Group Tiger*. Elle a embarqué de nuit sur la base opérationnelle avancée de Nijrab et a attendu les toutes premières lueurs du jour pour commencer l'action visant un groupe d'insurgés particulièrement actif dans cette région montagneuse. Les soldats, lourdement chargés, doivent rapidement sortir de l'hélicoptère et sécuriser la zone afin de permettre au Chinook de redécoller en toute sécurité. L'infiltration par les crêtes est un gage majeur de réussite pour les opérations de grande envergure et l'hélicoptère reste le moyen le plus efficace pour déployer rapidement un groupe important de combattants au cœur du dispositif ennemi. Lors de notre récupération par le même appareil en toute fin de journée, les insurgés déclenchèrent depuis le fond de la vallée d'Alasay un feu nourri à l'arme légère, heureusement très imprécis. Je n'oublierai jamais l'extrême concentration de ces soldats alors que nous étions en vol vers l'inconnu de la nuit afghane. Certains portaient jusqu'à 60 kilos de matériel : gilet pare-balles, sac à dos, missile Milan, fusil de précision... Ils s'étaient entraînés si longtemps pour tenir leur rôle auprès de leurs frères d'armes, pour être prêts à ce moment précis. Et ils l'étaient. Chacun se sentait seul. Seul et ensemble.





THOMAS GOISQUE - 44 ANS

Photographe de presse indépendant. Collabore avec *Le Figaro magazine*, *Paris Match*, *National Geographic*...

1993 : lors de son service militaire, mission à la Forpronu avec le 7^e bataillon de chasseurs alpins

1995 : prix Marc-Flament

Ouvrages publiés : *Bosnie hiver 95*; *Irak, année zéro*; *L'Or noir des steppes*; *D'ombre et de poussière*...

**CÔTE-D'IVOIRE,
JANVIER 2010**

J'ai pris cette photo lors d'un exercice de débarquement du détachement d'intervention lagunaire à Abidjan, en Côte-d'Ivoire. La période préélectorale tenait Licorne en alerte.

En cette fin de matinée, l'atmosphère était légèrement brumeuse, diffusant une douce lumière blanche. Pendant cet exercice, les soldats réalisaient des séries de débarquements. J'ai débuté par des prises de vue à bord d'une barge. En cadrant, j'ai tout de suite vu qu'il fallait que je fasse un cliché au ras de l'eau, en surexposant un tout petit peu mon image. Je voulais une photo où la lagune et le ciel se confondraient. Une photo qui donnerait l'impression qu'il manque l'horizon.

À l'époque, j'essayais de monter une exposition sur le thème « le militaire et l'eau ». C'est pourquoi j'emportais systématiquement un sac étanche sur tous mes reportages pour protéger mon appareil. Je m'équipe donc et je me mets à l'eau. Je suis assis dans la lagune. L'eau m'arrive au cou. Seule ma tête et mon boîtier émergent. L'exercice arrive à sa fin. Les militaires s'apprêtent à effectuer leur dernier passage. J'essaie de régler mon appareil malgré le sac étanche et je me tiens prêt. La barge arrive vers moi et je presse le déclencheur plusieurs fois. Sur la série, deux clichés sortent du lot, dont celui-ci.

Je ne suis jamais complètement satisfait de mes images. Pour celle-ci, j'aurais peut-être pu gagner en netteté, en profondeur de champ ou encore en colorimétrie. Mais si c'était à refaire, je prendrais la même photo.

Boîtier : Nikon D3
Objectif : 24-70 mm
Vitesse : 1/1000
Ouverture : f/6,3
Iso : 250





ADJUDANT-CHEF GILLES GESQUIÈRE - 47 ANS

Sirpa Terre

1998 : chef du bureau photographie à l'École supérieure d'application du matériel de Bourges

2002 : chef de la cellule audiovisuelle de l'École des troupes aéroportées de Pau

2008 : photographe à *Terre information magazine*



Boîtier : Nikon D300S

Focale : 200 mm

Vitesse : 1/1000

Ouverture : f/6,3

Iso : 200

LIBYE, AVRIL 2011

Au terme de quatre mois de mission dans l'océan Indien et d'un mois de remise en condition, le porte-avions *Charles-de-Gaulle* est envoyé au large de la Libye le 20 mars 2011. Deux jours après l'appareillage, le groupe aéronaval est opérationnel.

J'ai pris cette photo le 4 avril, deux semaines après le début des opérations. Le maître Sebastien Dampeyroux, du service installations aviation, vient d'arrimer le lanceur sur le train avant d'un Hawkeye. Il s'éloigne en courant juste avant que l'avion ne soit catapulté, ouvrant ainsi la pontée opérationnelle, autrement dit le départ des cycles de vol pour la journée, comme ce sera le cas pendant près de cinq mois. Quelques minutes plus tard, les Rafale et Super Étendard modernisés s'envoleront à leur tour vers les côtes libyennes pour des reconnaissances ou des frappes.

Nous sommes dans la première phase de l'opération, celle de la neutralisation des systèmes de défense antiaérienne. Au cours de cette mission, le Hawkeye a survolé une zone de 500 km autour du porte-avions. Premier à décoller, il est le dernier à rentrer à bord, une fois les objectifs au sol traités.

Cette photo met en lumière la dangerosité des manœuvres d'appontage et de décollage, qui se traduit par ce mouvement de « fuite » devant l'hélice de l'aéronef.

Elle a été prise juste avant l'arrivée des premiers journalistes de presse couvrant l'opération à bord, quand toutes les images diffusées dans les médias provenaient du porte-avions. Le photographe militaire est alors le seul à produire des images. Pour l'actualité et pour l'histoire.





SECOND MAÎTRE AXEL MANZANO - 33 ANS

Fosit

2003 : photographe à la Formation opérationnelle de surveillance et d'information territoriale de Toulon (Fosit)

2007 : photographe à la base d'aéronautique navale de Nîmes-Garons

2010 : photographe sur le porte-avions *Charles-de-Gaulle*

2013 : photographe à la Fosit de Toulon



JEAN-JACQUES CHATARD - 41 ANS

Dicod

1994 : chef d'équipe au 2^e régiment d'infanterie de marine

1998 : photographe au 5^e régiment interarmes d'outre-mer, Djibouti

2002 : photographe à *Terre information magazine*

2007 : chef de la cellule communication au régiment d'infanterie de marine de Nouvelle-Calédonie

2010 : photographe militaire puis civil à la Dicod



Boîtier : Canon EOS 5D Mark II

Focale : 45 mm

Vitesse : 1/640

Ouverture : f/6,3

Iso : 100

AFGHANISTAN, MAI 2011

J'étais en Afghanistan depuis quelques jours pour un reportage qui devait durer trois semaines. Nous devions couvrir la coopération franco-afghane. Pour cela, nous avons rejoint les conseillers militaires français de l'*Operational Mentoring and Liaison Team* insérés dans une compagnie d'artillerie afghane. Nous étions partis du camp vers 5 heures et le soleil brillait déjà malgré l'heure matinale. Nous étions en patrouille le long de la *Highway 7*, un axe routier stratégique pour le transport de marchandises dans le pays. Les artilleurs afghans effectuaient des tirs de mortier et bénéficiaient des conseils des officiers français. Alors que je les écoutais, j'ai dû me retourner brusquement, car un coup de vent avait levé un nuage de poussière. J'ai dégainé mon boîtier le plus vite possible, sans réfléchir, sans avoir le temps de le régler non plus, pour tenter de fixer l'image que je venais d'apercevoir, mais, malgré mon geste réflexe, je n'ai pas été assez rapide. J'ai ressenti ce sentiment d'échec que connaît le photographe lorsqu'il n'est pas parvenu à saisir l'instant qu'il voulait. Mais, paradoxalement, en découvrant la photo, je me suis aperçu qu'elle faisait ressortir d'autres émotions. Le contre-jour, le clair-obscur étaient le résultat de ma précipitation plutôt qu'un choix artistique. Mais, finalement, cette photo restituait parfaitement l'ambiance du théâtre afghan, sa dureté, l'environnement dans lequel évoluent les militaires, et l'atmosphère d'insécurité qui le caractérise.

**AFGHANISTAN,
AOÛT 2011**

Nous sommes dans la province afghane de Surobi. Le dénivelé que les hommes de la brigade La Fayette ont baptisé « le Mont-Saint-Michel » domine de toute sa hauteur la base opérationnelle avancée de Tora. En partant « à la fraîche » à 6 h 30, nous atteignons la crête deux heures plus tard. Le poste d'observation est impressionnant de simplicité, comme le paysage qu'il surplombe. Nous sommes le 9 août 2011. Après avoir couvert un bon nombre de conflits – Tchad, Bosnie, Côte-d'Ivoire, Kosovo notamment –, j'ai répondu à la demande du général Elrick Irastorza, qui souhaitait réaliser un livre album sur la Task Force avec l'association L'Esprit de tous les combats. Ce n'était pas une première puisque j'avais déjà collaboré à plusieurs ouvrages parmi lesquels un beau livre sur le 13^e régiment de dragons parachutistes.

Je suis sensible aux photos qui invitent à la réflexion. Celle-ci représente pour moi toute la complexité du théâtre afghan : une guerre dont l'ennemi est invisible. Moi-même ancien sous-officier des troupes de marine, j'ai partagé le quotidien de ces unités tout au long de leur déploiement pour témoigner au mieux de leur engagement sur le terrain. Là-bas, la menace est permanente, mais elle n'a pas de visage. J'ai souvent été le témoin d'échanges de tirs, mais jamais je n'ai vu ou aperçu les insurgés. Enfin, la solitude de ce fantassin face à cette immensité et au vide absolu exprime également le dévouement de ces hommes dont certains ont laissé leur vie et à qui j'ai souhaité rendre hommage.



Boîtier : Canon EOS 5D Mark II

Focale : 34 mm

Vitesse : 1/200

Ouverture : f/8

Iso : 100



JOSÉ NICOLAS - 57 ANS

Photographe indépendant. Collabore avec *Le Figaro magazine*, *Le Point*, *Détours en France*...

1973 : sous-officier d'infanterie à la 11^e division parachutiste

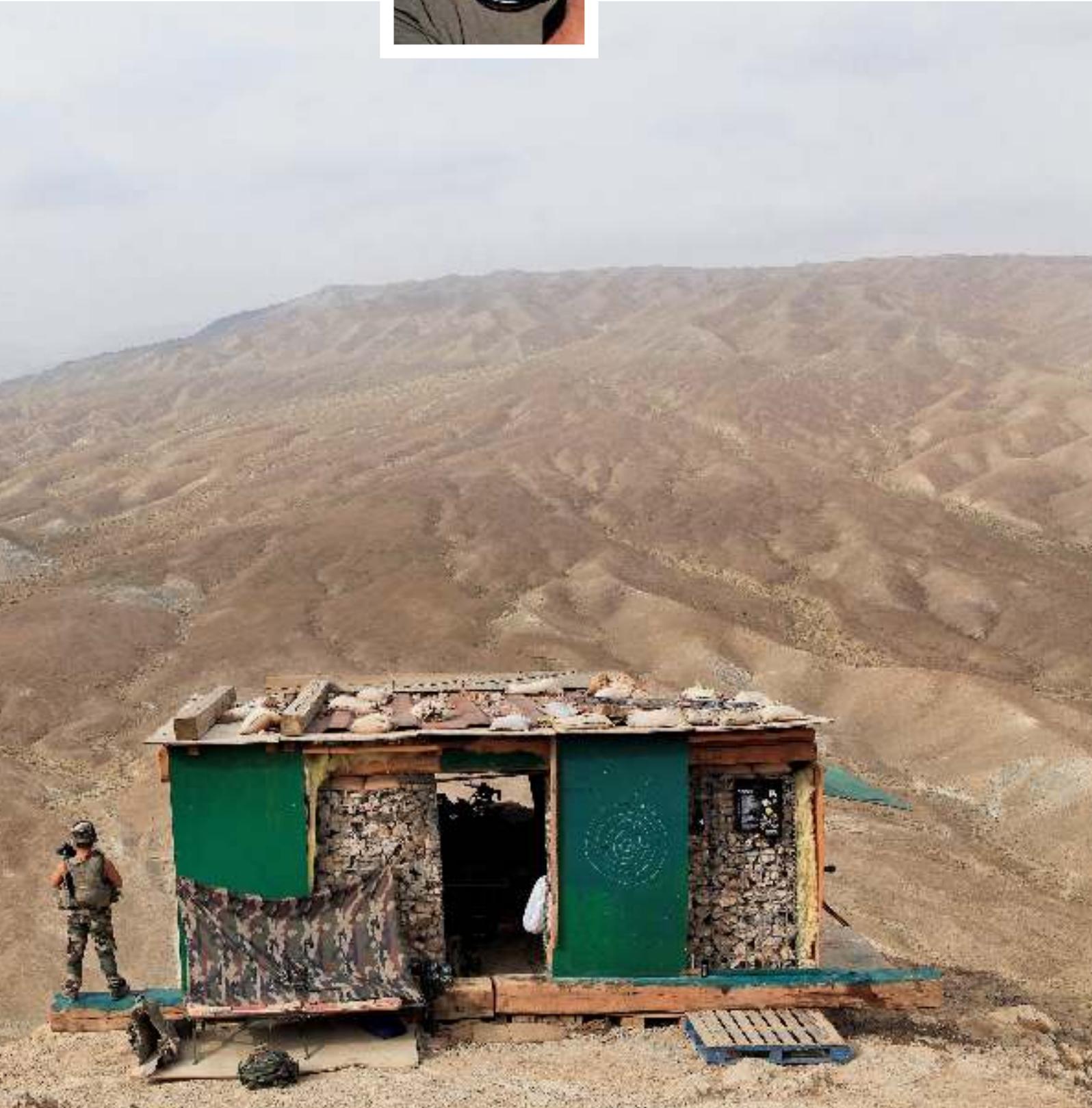
1984 : agence Sipa

1994 : prix Marc-Flament pour les Casques bleus en Bosnie

A couvert : Bosnie, Rwanda, Somalie, Afghanistan, Liban, Tchad...

Ouvrages publiés : *Les Dragons, soldats de l'ombre*;

Les Hommes des roseaux; *Afghanistan*, *Task Force La Fayette*...





ADJUDANT-CHEF OLIVIER RAVENEL - 43 ANS

Sirpa Air

1988 : formation initiale de photographe à Rochefort

1990 : base aérienne 105 d'Évreux

1991 : état-major des forces aériennes de combat à Metz

1998 : Sirpa Air

A couvert : ex-Yougoslavie, Afghanistan...



Boîtier : Nikon D3S
Objectif : 24-70 mm
Vitesse : 1/20
Ouverture : f/2,8
Iso : 12 800

LIBYE, SEPTEMBRE 2011

Avant de monter dans le ravitailleur C-135 FR, je ne me doutais pas que l'opération Harmattan se terminerait quelques semaines plus tard. Nous étions mi-septembre 2011, j'étais à Istres depuis trois jours et cela faisait plus de trois heures que nous volions. J'étais parti seul afin de photographier des avions de chasse lors des ravitaillements en vol depuis le Boeing. L'escadron groupe de ravitaillement en vol Bretagne effectuait des missions quotidiennes dans le cadre de l'intervention en Libye. Chaque jour, les équipages changeaient à bord des avions. Malgré leurs missions longues et périlleuses, ils m'ont tous réservé un bon accueil et j'ai vécu à leur rythme : le travail commençait en fin de matinée pour se finir tard dans la nuit.

Assis à l'avant de l'appareil, aux côtés de l'équipage, je courais à l'arrière m'installer dans le « boom », la cabine de ravitaillement, à chaque fois qu'un chasseur se présentait. Depuis le hublot situé à cet endroit, j'ai pu photographier bon nombre d'appareils français et étrangers : Mirage 2000, Tornado, F-18 et Typhoon. Ce qui me plaît dans ce genre de reportage, c'est d'être aux premières loges. Il n'y a pas de mise en scène, pas de coup d'essai. Pour ce cliché, je me souviens d'avoir attendu le moment opportun pour déclencher. Lors d'un virage, j'ai pu avoir dans le viseur le 2000 D, ce ciel crépusculaire et, au-dessous, les lumières de cette ville proche des côtes libyennes. Quelques minutes plus tard, la mission se poursuivait dans l'obscurité.

**AFGHANISTAN,
MAI 2012**

Nuit du 4 au 5 mai 2012 : des soldats français dorment à poings fermés à 10 000 mètres d'altitude, dans la douce chaleur d'un Airbus aux couleurs de la République française. D'autres peinent à trouver le sommeil. Tous rentrent de six mois d'opération en Afghanistan. Alors que je prends cette photo, je pense aux 88 militaires français qui ont trouvé la mort et aux centaines d'autres, blessés, sans compter ceux, indénombrables, qui garderont à vie le traumatisme psychologique de certains combats. Le retrait anticipé des troupes tricolores est confirmé. Monté à bord de cet avion à Kaboul avec les soldats, je rentre justement d'un reportage sur ce sujet. Au beau milieu de la nuit, dans les couloirs silencieux de la cabine, je saisis cet instant. Ces hommes font partie des dernières unités engagées sur le terrain. Me reviennent en mémoire les images de mes premiers reportages en Kapisa et en Uruzgan, avec leurs vallées aussi fascinantes que meurtrières. Pour moi aussi, c'est le point final d'un travail qui aura duré trois ans, travail de mémoire sur le conflit afghan dans lequel j'ai voulu coucher sur papier glacé les conséquences méconnues d'un conflit : les blessés, les familles des soldats qui n'ont pas eu la chance de rentrer. L'avion, qui file dans la nuit, se posera dans quelques heures à Chypre, où un « sas de décompression » attend les militaires. À l'instant où je les photographie, ils sont loin de tout ça, ne rêvant sans doute qu'à une chose : serrer leurs proches dans leurs bras.



Boîtier : Canon EOS-1D Mark IV

Focale : 24 mm

Vitesse : 1/8

Ouverture : f/2,8

Iso : 12 800



PHILIPPE DE POULPIQUET - 41 ANS

Depuis 2000 : reporter-photographe au *Parisien-Aujourd'hui en France*
2012 : *Award of excellence* du prix *Pictures of the year international*;
distingué par la *Best of Journalism*

A couvert : Afghanistan, Libye, révolution égyptienne, Mali
Ouvrage publié : *Pour la France*





ADJUDANT ARNAUD ROINÉ - 40 ANS

ECPAD

1996 : photographe à la 11^e division parachutiste (Toulouse) dans le cadre du service national

1998 : technicien audiovisuel puis photographe à la présidence de la République

2008 : photographe à l'ECPAD

A couvert : Afghanistan, Libye et Mali

Ouvrages publiés : *Voyage à l'Élysée*, *Les Couloirs du palais*, *Le Souffle de la liberté*



MALI, MARS 2013

J'ai été envoyé au Mali le 12 janvier, dès les premières heures de l'opération Serval. J'y suis resté près de cinq mois, gravitant entre différentes unités et diverses missions. Malgré mon expérience du terrain, le Mali représente à mes yeux une opération à part. Nous sommes allés très vite, très fort, très loin. Au mois de mars, j'ai rejoint les légionnaires du groupement tactique interarmes troupes aéroportées dans la vallée de l'Ametettaï, dans le Nord-Mali. Nous patrouillions depuis deux jours lorsque nous avons été pris à partie par un groupe de djihadistes. Nous avons fait un prisonnier, ce garçon. J'ai vu les légionnaires prendre soin de lui, les infirmiers le soigner, le nourrir. Ces moments ont été à la fois déstabilisants et réconfortants, comme une bouffée d'oxygène au cœur des combats. J'ai pris cette photo au moment où un hélicoptère arrivait pour l'évacuer vers Tessalit, puis Bamako, afin qu'il soit confié à une ONG. Pour moi, ce cliché revêt une symbolique particulière, car ce jeune embrigadé par un groupe djihadiste armé allait, je l'espère, bientôt retrouver une vie normale. Apparaît ici une autre image du conflit, au-delà de la chaleur, de l'âpreté des combats, des conditions plus que rudimentaires et de l'engagement physique. J'ai voulu capter cet instant où un jeune homme, combattant contre son gré, est enfin libre de déposer les armes.



Boîtier : Nikon D4
Focale : 35 mm
Vitesse : 1/640
Ouverture : f/5,6
Iso : 320

La guerre était son métier même s'il ne l'aimait pas. Lucien Osty, dit Jean Lartéguy, a été soldat, reporter de guerre, écrivain... Une biographie publiée récemment retrace la vie de ce raconteur d'histoires, homme de terroir et de terrain.

JEAN LARTÉGUY, le baroudeur

Difficile de distinguer la réalité de la légende tant l'homme était secret. Sa silhouette massive et son tempérament entier cachaient une personnalité contrastée. Nom : Lucien Osty, dit « Jean Lartéguy ». Activités connues : militaire, journaliste, écrivain et scénariste. Signes particuliers : chasseur de guerres. Soldat puis reporter, il sera de tous les conflits de la seconde moitié du xx^e siècle. Ses analyses visionnaires, notamment celles sur la guerre de contre-insurrection, influencent encore aujourd'hui les plus hauts stratèges américains. Un personnage à la fois magnétique et controversé pour ses prises de position en Indochine et en Algérie. « *Toute sa vie, Lartéguy a fait le choix de l'action*, résume le lieutenant-colonel Hubert

le Roux, auteur de *Jean Lartéguy, le dernier des centurions*, l'unique biographie de celui qui fut son ami. *En France et à l'étranger, il est certainement devenu l'officier le moins gradé et le plus connu.* »

Un gaillard taillé dans le granit de la Lozère

Jean Pierre Lucien Osty est un fils des hautes terres de l'Aubrac, un gaillard aux yeux clairs taillé dans le granit de la Lozère. Après une enfance marquée par la rigueur de l'enseignement jésuite, il s'engage en octobre 1939 puis, l'armistice signé, rejoint clandestinement les commandos d'Afrique. Au sein de cette unité spéciale, Lartéguy participe à la campagne de France. Premiers faits d'armes, premières citations, il écrira plus tard : « *À la guerre, il y a ce qu'on a vu, pas grand-chose ; ce*



©COLLECTION LARTÉGUY



©COLLECTION LARTÉGUY



En Asie, Jean Lartéguy s'est toujours senti chez lui. En 1965, il réalise un reportage au Vietnam. On retrouve le journaliste chez les Méos (ci-contre) et dans un village entouré de montagnes (ci-dessus).

qu'on fait, l'action, le combat, généralement très rapide, quelques minutes ; et enfin ce qu'on raconte après. Là, on a tout vu, tout fait. » Son mépris du danger le mène ensuite en Corée. Fauché par les balles et les éclats d'obus, le bouillonnant lieutenant est presque laissé pour mort dans la boue de ces collines où se livrent des combats particulièrement meurtriers et que les Américains appelleront cyniquement les *skyways*, les chemins pour le ciel.

Journaliste, il multiplie les récits de guerre

Écarté de la première ligne des champs de bataille pour raison de santé, Lartéguy s'improvise alors journaliste, métier dans lequel il excellera tout autant que l'arme au poing. Pour *Paris-Presse*, puis pour *Paris Match*, il multiplie les récits de guerre. En Indochine d'abord, pays de cœur qu'il ne quittera jamais vraiment, il lève le voile pudique que la France métropolitaine a jeté sur l'amertume du corps expéditionnaire. Son passé militaire et ses

amitiés lui permettent de réaliser des reportages en zone de combat, devenant un des premiers journalistes *embedded*. En Algérie ensuite, il suit la fin de l'empire colonial français et en garde une détestation du pouvoir politique, responsable de la défaite selon lui. Ses textes peignent une armée française parfois romantique, souvent désenchantée, mais, contrairement à ce que prétendent ses détracteurs, il n'est pas l'homme d'un camp ou d'une idéologie : il condamne tour à tour le système colonial et les technocrates, qu'il accuse de brader l'empire. En 1955, le prix Albert Londres couronne son travail de correspondant de guerre. Cinq ans plus tard, son roman *Les Centurions*, nourri de son expérience, devient un best-seller qui se vendra à plus d'un million d'exemplaires. Le livre – qui met en scène un officier devant faire face à une guerre non conventionnelle menée par la rébellion en Algérie – est même adapté au cinéma outre-Atlantique, avec ■■■



S. MICHALOWSKI/EGPAD

En 1957, Jean Lartéguy, au centre du groupe, réalise un reportage dans le village algérien de Melouza.

■ ■ ■ Anthony Quinn et Alain Delon à l’affiche. « *Un petit groupe de soldats vivant au sein des populations et fonctionnant en parfaite cohérence peut être plus efficace qu’un corps d’armée coupé des réalités* », prêche l’auteur dans cet ouvrage. Une réflexion qui trouve un écho aujourd’hui.

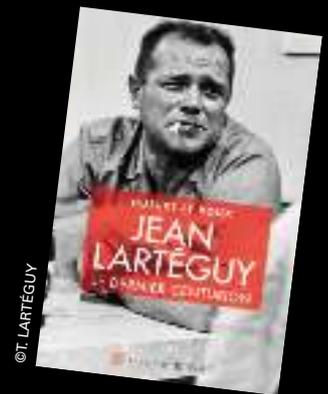
Un legs de 50 ouvrages

Cinquante ans plus tard, le général américain David Petraeus, chef des opérations militaires en Irak puis en Afghanistan, se plaît à citer le livre en référence. Le style de l’écrivain, volontiers lyrique, dépeint l’écroulement de l’Occident et des vaincus magnifiques « *de l’espèce qui se rase pour mourir* ». Sa soif d’écriture est immodérée et il laissera un héritage littéraire riche d’une cinquantaine d’ouvrages. La vie de Lartéguy se lit comme un roman. Ici au Moyen-Orient, là au Magh-

reb, réapparaissant tantôt en Amérique latine, puis en Afrique, au gré des combats et des rencontres, fortuites ou pas. Ses amis s’appellent Bob Maloubier, l’agent secret, Pierre Schoendoerffer, le cameraman, le photographe Raoul Coutard et même un certain Marcel Bigeard. Un jour, en poste à Téhéran – journaliste selon les uns, agent de renseignement selon d’autres – Lartéguy se lie avec sa majesté Mohammad Reza Pahlavi, shah d’Iran, qui lui offre son étui à cigarettes. Une autre fois, il assiste à la réunion des généraux qui précède le putsch d’Alger. Mais, aussi singulière que fut son existence, Lartéguy restait un homme du terroir et de terrain, accordant le même intérêt aux princes et aux sans-grade, aux célébrités et aux anonymes. Ce que l’on sait véritablement de lui tient essentiellement à ses archives, qu’il a reversées au Service historique de la Défense. Pour le lieu-

tenant-colonel le Roux, qui l’a accompagné dans les cinq dernières années de sa vie, Lartéguy n’aimait pas la guerre, cruelle ou glorieuse, mais comprenait le vague à l’âme des soldats perdus. Peu à peu tombé dans l’oubli, Lucien Osty – qui était chevalier de la Légion d’honneur, Croix de guerre 1939-1945 et des théâtres d’opérations extérieures – s’est éteint le 23 février 2011, à l’âge de 90 ans, à l’Institution nationale des Invalides à Paris. Ce « *raconteur d’histoires* », comme il se présentait souvent, ne pensait pas que la sienne serait à l’origine de tant de vocations militaires. ■

Grégoire Chaumeil



© T. LARTÉGUY

Biographie signée Hubert le Roux : *Jean Lartéguy, le dernier centurion*, parue aux éditions Tallandier en 2013.

Piste bibliographique

- 1955 : *La Ville étranglée*, éd. Julliard (prix Wartburg de littérature)
- 1960 : *Les Centurions*, éd. Presses de la Cité
- 1960 : *Les Mercenaires*, éd. Presses de la Cité
- 1962 : *Le Mal jaune*, éd. Presses de la Cité
- 1995 : *Mourir pour Jérusalem*, éd. de Fallois

ARMÉES D'AUJOURD'HUI



4 octobre 1943 - Prise de Bastia (Haute-Corse)

Des goumiers du 2^e groupe de tabors marocains (2^e GTM) progressent dans une rue de Bastia. Ils font partie des troupes françaises libres venues d'Afrique du Nord pour libérer la Corse. Le 3 octobre, après de durs combats, les goumiers marocains prennent le col de Teghime tenu par les soldats SS. La voie est alors libre pour avancer sur Bastia. Le 2^e GTM est l'une des cinq unités d'infanterie les plus décorées de la Seconde Guerre mondiale. Il est composé d'environ 3 000 hommes. Après les campagnes de Corse et de l'île d'Elbe, le 2^e GTM participe à celles de France et d'Allemagne.

70^e anniversaire

Vésuve libère la Corse

Le 13 septembre 1943, des forces françaises libres stationnées en Algérie débarquent à Ajaccio pour l'opération Vésuve. Elles viennent soutenir la résistance corse contre l'occupant allemand.

Le 9 septembre 1943, la résistance corse déclencha les combats contre l'occupant. Cette offensive intervient au lendemain de l'officialisation de l'armistice italien signé secrètement six jours auparavant avec les Américains. Coordonnée par le commandant de gendarmerie Colonna d'Istria agissant sous le pseudonyme de Césari, cette initiative audacieuse allait rapidement amener les forces françaises à intervenir pour libérer l'île.

6 500 parachutistes, tirailleurs, tabors, spahis...

Plusieurs projets, établis dès 1942, avaient envisagé un débarquement en Corse. Sa position stratégique dans le bassin méditerranéen offrait de nombreuses possibilités d'action contre les forces de l'Axe. Les opérations de novembre 1942 en Afrique du Nord avaient cependant provoqué l'occupation de l'île par le VII^e corps d'armée italien, sous les ordres du général Magli. Il rassemblait 80 000 hommes, alors que les 15 000 Allemands, dont deux bataillons de la division SS Reichsführer, étaient dirigés par le général von Senger und Etterlin.

L'opération Vésuve semblait cependant osée. Les troupes françaises,

commandées par le général Henry Martin, comprenaient un peu plus de 6 500 hommes stationnés en Algérie. Elles étaient constituées par le 1^{er} bataillon parachutiste de choc, le 1^{er} régiment de tirailleurs marocains, le 2^e groupe de tabors marocains, le 4^e régiment de spahis marocains, le 3^e groupe du 69^e régiment d'artillerie de montagne et le 82^e bataillon de génie, ainsi que par divers autres petits détachements. Cette opération fut appuyée par l'armée de l'Air, notamment par



D. VIOLA@SHD

ÉDOUARD EBEL
chef de la division études enseignement
du Service historique de la Défense

8 Spitfire du groupe de chasse 2/7, et par la Marine, qui mit à la disposition des forces des croiseurs, des torpilleurs, des contre-torpilleurs et des sous-marins. Après quelques tergiversations liées au contexte de l'armistice, les Italiens rallièrent la Résistance. Les premiers débarquements de troupes eurent lieu à Ajaccio le 13 septembre. À partir de Bastia, les Allemands cherchaient à contrôler la route orientale et s'installèrent en position défensive dans la vallée du Golo. Dans le sud de l'île, l'action courageuse des patriotes gêna considérablement les hommes de l'Axe. À partir du 20 septembre, les Allemands entamèrent un repli vers Bastia, qui était protégé par un dispositif établi pour contrôler une zone assez large autour de la ville. S'étant rendu sur place le 21 septembre, le général Giraud comprit la nécessité d'entrer rapidement à Bastia pour empêcher le rembarquement des ennemis. Il décida d'intervenir en passant par la montagne et notamment le col de Teghime. Malgré la fatigue et la pénurie des moyens, les soldats progressèrent de manière significative à partir des combats de la journée du 30 septembre. Le 4 octobre, Bastia était pris, consacrant ainsi la réussite de l'opération Vésuve.

Peu de moyens, mais de l'audace

Outre 96 résistants, les pertes françaises s'élevaient à 75 tués et 239 blessés, alors que du côté italien, 245 hommes avaient trouvé la mort et 557 autres étaient blessés. Les Allemands purent rembarquer une partie de leurs effectifs, mais ils avaient perdu 1 000 hommes, 600 blessés et 350 prisonniers. Malgré les faibles moyens engagés, le déclenchement de l'opération Vésuve, d'une rare audace, permit, au prix d'un véritable tour de force, de libérer le premier département métropolitain, de retarder le retour des troupes allemandes sur le front italien, favorisant ainsi la progression des Alliés, et de constituer une formidable plate-forme aéronavale pour les campagnes futures. ■

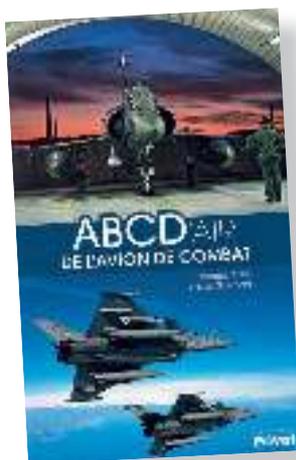
ABCD'AIR DE L'AVION DE COMBAT

Les pilotes de l'armée de l'Air, comme les marins des bâtiments de combat, utilisent entre eux un jargon souvent hermétique aux néophytes. À la lecture de cet abécédaire, cependant, le voile se lève sur les acronymes et les expressions les plus mystérieuses des aviateurs. On apprend

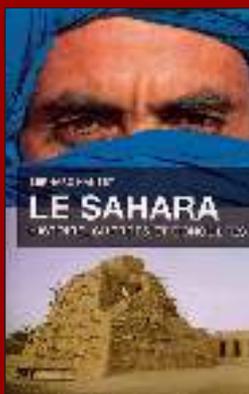
qu'une « barrique » est une manœuvre délicate en spirale, que le « glouglou » est la combinaison portée pour les survols maritimes, ou que le « bingo » est le moment fatidique où la réserve de carburant permet tout juste de rallier la base. Philippe Nôtre, journaliste spécialiste de l'aviation

militaire, et Olivier Guilmont, ancien pilote sur Mirage et Rafale, ont mis en commun leur passion et leurs connaissances dans cet ouvrage à la fois technique et pédagogique. Un « Abcd'Air » qui permettra au plus grand nombre de se familiariser avec le vocabulaire des pilotes de chasse.

Philippe Nôtre et Olivier Guilmont, éd. Privat, 208 p., 21 €



LE SAHARA : HISTOIRE, GUERRES ET CONQUÊTES



Auteur de nombreux ouvrages sur l'Afrique, l'archéologue Bernard Nantet publie une passionnante histoire du Sahara du XIV^e siècle à nos jours. Loin d'être une immense étendue de solitude figée dans une intemporalité minérale, le Sahara a toujours été le théâtre d'une histoire mouvementée où se sont succédé trafics caravaniers, guerre du sel ou de la gomme arabique, razzias et rivalités coloniales. Mais ce champ de bataille infini est aussi un lieu de cultures, de légendes et de révélations. Que dire de ceux qui entendirent l'appel du désert? Sinon qu'ils furent toujours des aventuriers hors normes –

tel cet Anselme d'Ysalguier, Toulousain méconnu qui, en 1413, après un trop long voyage et une captivité dorée à la cour de l'empereur du Mali, revint au pays depuis Tombouctou, avec sa femme, une princesse maure, et leur fille. Au fil des pages, l'harmattan se lève sur cet univers hostile et fascinant. Un livre d'histoire qui se lit comme un roman et qui éclaire bien des enjeux de l'actualité.

Bernard Nantet, éd. Tallandier, 400 p., 22,90 €

ATLAS DES EMPIRES MARITIMES Une histoire globale vue des océans

Spécialiste en géopolitique des espaces maritimes et conseiller juridique à l'état-major de la Marine, Cyrille P. Coutansais publie une histoire globale vue des océans. De l'émergence des premières thalassocraties de l'Antiquité jusqu'à la consécration de l'hyperpuissance navale américaine, cet atlas retrace l'ascension et le déclin des grands empires maritimes. La dernière partie s'attarde sur les nouvelles stratégies chinoises et les nombreux programmes aéronavals de l'Indian Navy. Une synthèse parfaitement informée et illustrée par de nombreuses cartes.

Cyrille P. Coutansais, CNRS Éditions, 290 p., 24,90 €



POUR LA FRANCE



La guerre, la mort, la douleur. Trois réalités terribles qui ont croisé le destin de centaines de militaires en douze ans d'engagement en Afghanistan. Treize parmi eux ont retenu l'attention du photographe grand reporter Philippe de Poulpique et de la journaliste Anne-Cécile Juillet, tous deux au *Parisien*

Aujourd'hui en France. Cet album présente plus de deux cents photos intimistes qui témoignent de la souffrance et de la dignité de blessés marqués dans leur chair ou de familles endeuillées. Un sujet plein d'humanité, dont le noir et blanc des clichés atténue la dureté sans la cacher. Un ouvrage qui donne du sens au sacrifice de ces hommes.

Philippe de Poulpique, Grr...art Éditions, 194 p., 25 €

LA GRANDE GUERRE DES GENDARMES « Forcer, au besoin, leur obéissance » ?

À la fin de la Première Guerre mondiale, la gendarmerie fait face à une réelle impopularité. Parce qu'elle a pourchassé défaitistes et déserteurs, elle est devenue pour de nombreux anciens poilus une « police des débineurs », ayant souvent forcé l'obéissance des soldats du front. Selon l'historien Louis N. Panel, cette vision largement répandue en 1918 ne correspond pourtant pas à la réalité des missions, complexes et multiples, de la « maréchaussée » en guerre. Première étude scientifique sur le sujet, l'ouvrage explore ce que fut, dans les faits, la grande guerre des gendarmes.

Louis N. Panel, Nouveau Monde éditions, coédité avec le ministère de la Défense - DMPA, 612 p., 26 €

